



Comptes nationaux de la santé 2003

Annie FENINA et Yves GEFFROY

sommaire

Introduction	PRÉSENTATION DES COMPTES DE LA SANTÉ	5
	<i>La consommation médicale totale</i>	5
	<i>La dépense courante de santé</i>	5
	<i>Avertissement</i>	6
Première partie	LA CONSOMMATION MÉDICALE TOTALE	9
	I. La consommation de soins hospitaliers	13
	I.1 • La consommation	14
	I.2 • L'activité hospitalière	15
	I.3 • Les sections médicalisées	18
	II. La consommation de soins ambulatoires	21
	II.1 • Les soins de médecins	21
	II.2 • Les soins de dentistes	24
	II.3 • Les prescriptions	26
	• Les auxiliaires médicaux	26
	- les soins infirmiers	26
	- les soins des masseurs-kinésithérapeutes	28
	- les soins d'orthophonistes et d'orthoptistes	28
	• Les laboratoires d'analyses	28
	• Les cures thermales	28
	III. Les transports sanitaires	30
	IV. Les médicaments	31
	V. Les autres biens médicaux	33
	• Optique	33
	• Prothèse, orthèse, VHP	33
	• Petits matériels et pansements	34
	VI. La consommation de services de médecine préventive	35
	La dépense courante de santé	37
Deuxième partie	LE FINANCEMENT DE LA DÉPENSE DE SOINS ET DE BIENS MÉDICAUX	39
	I. Structure de financement de la dépense courante de soins et de biens médicaux	41
	II. Structure de financement de l'hôpital et des sections médicalisées	43
	III. Structure de financement des prestataires de soins ambulatoires	45
	IV. Structure de financement des distributeurs de biens médicaux	47
Annexes	49
Tableaux détaillés	75

LISTE DES TABLEAUX DU COMPTE DE LA SANTÉ 2003

Tableau 01 • Consommation médicale totale	10
Tableau 02 • Évolution de quelques grands agrégats concernant la consommation de santé	11
Tableau 03 • Structure de la consommation de soins et de biens médicaux, en valeur	11
Tableau 04 • Contributions à la croissance de la consommation de soins et de biens médicaux, en valeur	12
Tableau 05 • Consommation de soins et de biens médicaux : évolution en volume	12
Tableau 06 • Consommation de soins hospitaliers dans le secteur public	14
Tableau 07 • Consommation de soins hospitaliers dans le secteur privé	15
Tableau 08 • Évolution des effectifs médicaux et non médicaux dans les établissements publics de santé ...	16
Tableau 09 • Évolution de l'activité en nombre de séjours	17
Tableau 10 • Évolution du nombre de journées par spécialités	18
Tableau 11 • Nombre de lits en sections médicalisées	19
Tableau 12 • Structure et nombre des établissements médicalisés	20
Tableau 13 • Évolution des soins en sections médicalisées	20
Tableau 14 • Évolution des soins ambulatoires	21
Tableau 15 • Évolution de la consommation de soins de médecins	22
Tableau 16 • Honoraires moyens des médecins APE	22
Tableau 17 • Dépassements par médecin APE	23
Tableau 18 • Effectifs de médecins par mode conventionnel	23
Tableau 19 • Évolution de la consommation de soins dentaires	24
Tableau 20 • Honoraires moyens des dentistes APE	24
Tableau 21 • Part des dépassements dans les honoraires dentaires	25
Tableau 22 • Effectifs des chirurgiens dentistes libéraux	25
Tableau 23 • Évolution de la consommation de soins d'auxiliaires médicaux	26
Tableau 24 • Évolution du nombre d'auxiliaires médicaux	27
Tableau 25 • Évolution de la consommation d'analyses de laboratoires	28
Tableau 26 • Évolution du nombre de laboratoires	29
Tableau 27 • Évolution de la consommation de cures thermales	29
Tableau 28 • Évolution de la consommation de transports de malades	30
Tableau 29 • Évolution de la consommation de médicaments	31
Tableau 30 • Indice des prix des spécialités pharmaceutiques	31
Tableau 31 • Évolution de la consommation des autres biens médicaux	33
Tableau 32 • Consommation de services de médecine préventive	35
Tableau 33 • Dépense courante de santé	38
Tableau 34 • Évolution et structure de la dépense courante de santé	38
Tableau 35 • Structure de financement de la dépense courante de soins et de biens médicaux	41
Tableau 36 • Structure de financement de l'hôpital et des sections médicalisées	43
Tableau 37 • Structure de financement des prestataires de soins ambulatoires (médecins, dentistes, auxiliaires médicaux, laboratoires et cures thermales)	45
Tableau 38 • Structure de financement des distributeurs de biens médicaux (médicaments, optique, prothèses, orthèses, véhicules pour handicapés, petits matériels et pansements)	47

introduction ■

présentation des Comptes de la santé

Les Comptes nationaux de la santé sont l'un des comptes satellites des Comptes nationaux.

Ils retracent la production et le financement de la fonction santé.

Celle-ci, pour la Comptabilité nationale, se limite au traitement et/ou à la prévention d'une perturbation de l'état de santé. Les activités du secteur médico-social (enfance inadaptée, adultes handicapés...) en sont donc exclues.

Les Comptes nationaux de la santé privilégient deux grands agrégats :

- la consommation médicale totale (au sein de laquelle la consommation de soins et de biens médicaux constitue le principal agrégat).
- la dépense courante de santé.

La consommation médicale totale

Elle représente la valeur totale des biens et services médicaux consommés sur le territoire national – y compris les Dom – par les résidents et les non-résidents pour la satisfaction de leurs besoins individuels. La consommation médicale totale est évaluée grâce aux financements, d'origine publique ou privée, qui en sont la contrepartie. En défalquant la médecine préventive de cet agrégat, on obtient le montant de la consommation de soins et de biens médicaux.

La dépense courante de santé

C'est la somme des dépenses engagées par les financeurs publics et privés pour la fonction santé. Outre la consommation médicale totale, elle comprend les indemnités journalières, les subventions reçues, la recherche, l'enseignement et la gestion administrative de la santé.

La dépense nationale de santé (cf. infra page 51) est un concept proche de la dépense courante de santé. Il est utilisé dans les comparaisons internationales.

Avertissement

Comme l'ensemble de la Comptabilité nationale, les Comptes de la santé reposent sur un système d'évaluation triennal glissant. Chaque année *n*, est estimé un compte provisoire pour l'année *n-1*, fondé sur les informations disponibles, puis un compte semi-définitif de l'année *n-2* qui est une révision du compte provisoire intégrant des données plus complètes. Enfin un compte définitif de l'année *n-3* revise le compte semi-définitif.

Ainsi en 2004, sont estimés un compte provisoire pour 2003, un compte semi-définitif pour 2002 et est arrêté un compte définitif pour 2001.

Périodiquement les Comptes nationaux changent de base. Cet exercice est destiné à revoir les concepts, la méthodologie et l'évaluation des séries. Il corrige les inévitables erreurs intervenues lors de la base précédente et intègre des sources d'information plus récentes. La base actuelle des Comptes nationaux est la base 95, dont la première réalisation a été effectuée pour le compte provisoire de l'année 1998. L'année 2003 est la dernière année de la base 95 et sera remplacée pour le prochain exercice par la base 2000.

Pour 2003, les points techniques suivants méritent d'être soulignés :

- pour les mutuelles, les dernières données disponibles sont relatives à 2002. Les évolutions de l'année 2003 ont donc été estimées ;
- les Comptes de l'hôpital ont été réalisés à partir de données de l'Insee et de données comptables fournies par la Direction de la comptabilité publique ;
- le Système national inter-régimes (SNIR) fourni par la Cnamts pour l'année 2003 est provisoire ;
- les Comptes nationaux de la santé ont été arrêtés avec les données disponibles au 10 juin 2004.

Ce rapport est présenté de la manière suivante :

- une première partie présente l'évaluation de la consommation médicale totale et de ses principales composantes : soins hospitaliers publics et privés, soins ambulatoires (médecins, dentistes, auxiliaires médicaux), médicaments et « autres biens médicaux », dépenses statistiquement isolables de médecine préventive. Elle décrit également la dépense courante de santé, sa structure et son évolution ;
- une deuxième partie analyse le financement de la dépense courante de santé.

Pour faciliter l'utilisation de certains concepts, les développements suivants présentent de manière simplifiée les différences entre, d'une part, les objectifs de dépenses de santé et d'autre part l'estimation de la consommation finale de soins et biens médicaux présentée dans les Comptes de la santé.

1. ONDAM ET CONSOMMATION DE SOINS ET BIENS MÉDICAUX

L'Ondam est l'Objectif national de dépenses d'assurance maladie. Mis en place pour la première fois en 1997, il est fixé pour l'ensemble des régimes d'assurance maladie. Son montant est déterminé chaque année par le Parlement dans la Loi de financement de la Sécurité sociale. L'Ondam est décliné par secteur :

- soins de ville,
- établissements sanitaires sous dotation globale,
- établissements du secteur médico-social,
- cliniques privées.

Chaque année les dépenses réelles sont comparées aux objectifs, globalement et par enveloppe.

L'Ondam diffère, quant au champ, aux concepts et au mode de comptabilisation des dépenses, des Comptes de la santé.

En premier lieu, ces derniers excluent de leur champ le secteur médico-social (excepté les dépenses des sections de cure médicale des établissements pour personnes âgées), mais incluent toutes les prestations. Au contraire des Comptes de la santé, l'Ondam, par exemple, ne comprend pas les prestations en espèces de l'assurance maternité, ni les dépenses de prévention individualisables.

En second lieu, les Comptes fournissent une estimation de la consommation finale de soins de santé alors que l'Ondam ne comptabilise que les seules dépenses de l'assurance maladie. L'approche des Comptes de la santé est donc plus large. À côté des dépenses prises en charge par la Sécurité sociale on y recense celles de l'État et des collectivités locales (dont la CMU), des régimes complémentaires (mutuelles, assurances, institutions de prévoyance) et celles des ménages eux-mêmes. La consommation de soins de santé en est l'exacte contrepartie.

En 2003, l'Ondam est calculé, comme dans les Comptes de la santé, en dates de soins, à la faveur du passage des agrégats de la Loi de financement de la Sécurité sociale en comptabilité de droits constatés.

L'Ondam et les Comptes de la santé ont cependant des finalités et des champs distincts. Une comparaison brute de leurs chiffres, que ce soit en niveau ou en évolution, n'est donc ni possible, ni pertinente sans précaution méthodologique.

2. LES ÉTABLISSEMENTS PUBLICS ET PRIVÉS SOUS DOTATION GLOBALE DANS LES COMPTES DE LA SANTE

En ce qui concerne les établissements de santé sous dotation globale, cette dotation est prise en compte dans les Comptes de la santé.

Elle y apparaît dans l'étude du financement du secteur public hospitalier et de celui des consultations externes dans les hôpitaux publics. Mais les Comptes s'attachent avant tout à estimer la consommation finale de soins hospitaliers. Par convention, dans le secteur non-marchand, celle-ci est égale à la production (salaires, consommations intermédiaires, impôts, amortissements...) diminuée des ventes.

LA CONSOMMATION MÉDICALE TOTALE

Ce grand agrégat se compose de la consommation de soins et de biens médicaux (soins hospitaliers, soins ambulatoires, médicaments, autres biens médicaux) et de la médecine préventive.

- *La consommation médicale totale, qui comprend la consommation de soins et de biens médicaux et les dépenses de médecine préventive, s'élève en 2003 à 147,4 milliards d'euros, soit une progression en valeur de 6,5 % sur 2002 (tableau 1). La consommation médicale totale par personne s'élève à 2 396 euros, soit une croissance en valeur de 6,0 % par rapport à 2002.*

La hausse de la consommation médicale totale est en valeur peu supérieure à celle enregistrée en 2002 (6,2 %). Sa part dans le PIB s'accroît de 0,40 point en 2003 pour atteindre 9,47 % du PIB (tableau 2). La moindre croissance du PIB en 2003, +2,0 % en valeur, contre 3,5 % en 2002, intervient pour partie dans cette augmentation.

tableau 01 ● consommation médicale totale (évolution en valeur et en % et montants en 2003)

	2001	2002	2003	Montants 2003 en millions d'euros
1 - SOINS HOSPITALIERS ET EN SECTIONS MÉDICALISÉES	4,1	5,7	6,0	64 111
• Publics	4,3	5,2	5,5	49 300
• Privés	2,6	6,0	6,4	12 205
• Sections médicalisées	6,3	16,2	13,7	2 606
2 - SOINS AMBULATOIRES	5,1	7,0	7,4	38 769
• Médecins	3,1	6,7	6,9	18 062
• Auxiliaires médicaux	5,6	9,1	8,4	8 101
• Dentistes	8,8	5,2	7,4	8 076
• Analyses	6,7	10,1	9,0	3 609
• Cures thermales	3,6	1,7	2,3	920
3 - TRANSPORTS DE MALADES	8,8	9,2	8,1	2 391
4 - MÉDICAMENTS	7,9	4,9	6,5	30 378
5 - AUTRES BIENS MÉDICAUX	11,7	9,0	7,5	8 645
• Optique	10,8	4,4	4,4	3 906
• Prothèses, orthèses, véhicules pour handicapés physiques (V.H.P.)	9,4	10,1	6,9	2 177
• Petits matériels et pansements	15,9	16,4	13,2	2 561
CONSOMMATION DE SOINS ET DE BIENS MÉDICAUX (1+...5)	5,6	6,1	6,6	144 294
6 - MÉDECINE PRÉVENTIVE	3,5	6,8	3,6	3 113
• Médecine préventive et de dépistage	4,2	6,9	7,4	2 904
<i>Médecine du travail</i>	4,0	7,2	5,8	1 414
<i>Médecine scolaire</i>	7,0	3,9	3,2	454
<i>PMI et planning familial</i>	3,0	11,3	12,9	578
<i>Dépistage et vaccins</i>	3,2	3,9	10,4	457
• Programmes spécifiques de santé publique	-2,1	6,1	-30,6	209
CONSOMMATION MÉDICALE TOTALE	5,6	6,2	6,5	147 407
PRODUIT INTÉRIEUR BRUT (P.I.B.)	3,9	3,5	2,0	1 557 200

Source : Drees, Insee

La consommation de soins et biens médicaux représente l'essentiel de la consommation médicale totale. Elle atteint, en 2003, 144,3 milliards d'euros, soit 2 346 euros par habitant. Elle progresse par rapport à 2002 de 6,6 % en valeur et de 3,8 % en volume. La croissance en volume est obtenue en déflatant l'évolution en valeur par l'indicateur correspondant de hausse des prix.

La consommation de soins et biens médicaux représente 9,27 % du PIB en 2003, contre 8,87 % en 2002. La part de la consommation de soins et biens médicaux dans la consommation effective des ménages atteint, en 2003, 13,18 %, soit 0,37 point de plus qu'en 2002.

La structure de la consommation de soins et biens médicaux évolue peu depuis trois ans. On observe cependant un léger recul de la part de l'hôpital et une quasi-stabilité de celle des médicaments. La part des autres postes de consommation progresse avec une amplitude faible (autres biens médicaux) ou plus soutenue (soins ambulatoires, tableau 3).

■ La contribution à la croissance pondère le taux de croissance de chacun des postes de la consommation de soins et de biens médicaux par son poids dans cet agrégat. Ce sont les soins hospitaliers et en sections médicalisées, puis les soins ambulatoires et enfin les médicaments qui ont en 2003 le plus contribué à la croissance en valeur de la consommation de soins et de biens médicaux (tableau 4). Les soins hospitaliers ont ainsi contribué pour 41 % (2,7 points par

tableau 02 ● évolution de quelques grands agrégats concernant la consommation de santé (en %)

	1990	1995	2000	2001	2002	2003
Part dans le PIB						
• de la consommation de soins et de biens médicaux	7,80	8,60	8,51	8,64	8,87	9,27
• de la consommation médicale totale	7,90	8,80	8,70	8,84	9,06	9,47
Part de la consommation de soins et de biens médicaux dans la consommation effective des ménages	11,40	12,40	12,43	12,58	12,81	13,18

Source : Drees, Insee

tableau 03 ● structure de la consommation de soins et de biens médicaux, en valeur (en %)

	1990	1995	2000	2001	2002	2003
1 - SOINS HOSPITALIERS ET EN SECTIONS MÉDICALISÉES	48,4	48,2	45,5	44,9	44,7	44,4
• Publics	35,8	36,1	35,3	34,8	34,5	34,2
• Privés	11,7	10,7	8,7	8,5	8,5	8,5
• Sections médicalisées	1,0	1,4	1,5	1,5	1,7	1,8
2 - SOINS AMBULATOIRES	28,2	27,0	26,6	26,4	26,7	26,9
• Médecins	13,1	13,0	12,7	12,4	12,5	12,5
• Auxiliaires médicaux	5,1	5,2	5,4	5,4	5,5	5,6
• Dentistes	6,2	5,7	5,4	5,6	5,6	5,6
• Analyses	2,8	2,3	2,3	2,4	2,4	2,5
• Cures thermales	1,0	0,8	0,7	0,7	0,7	0,6
3 - TRANSPORTS DE MALADES	1,3	1,4	1,5	1,6	1,6	1,7
4 - MÉDICAMENTS	18,4	19,0	20,9	21,3	21,1	21,1
5 - AUTRES BIENS MÉDICAUX	3,7	4,3	5,5	5,8	5,9	6,0
• Optique	2,3	2,5	2,7	2,8	2,8	2,7
• Prothèses, orthèses, Véhicules pour handicapés physiques (V.H.P.)	1,3	1,4	1,4	1,5	1,5	1,5
• Petits matériels et pansements	0,2	0,4	1,4	1,5	1,7	1,8
CONSOMMATION DE SOINS ET DE BIENS MÉDICAUX (1+...5)	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0

Source : Drees, Insee

rapport à 6,6 points) à la croissance de cet agrégat. Cette contribution élevée est due à leur poids important dans la consommation qui contrebalance une croissance plus modérée que la moyenne. Au sein des soins hospitaliers, la contribution la plus importante revient à l'hôpital public. Elle est en augmentation par rapport à 2002.

■ La croissance en volume de la consommation de soins et de biens médicaux est retracée au tableau 5. Elle est globalement en augmentation de 3,8 % soit un rythme supérieur de 0,1 point à celui de 2002 (+3,7 %).

L'augmentation de prix des soins et biens médicaux est, en 2003, de +2,7 % en accélération par rapport à 2002 (+2,3 %) alors que depuis 1997 les hausses annuelles étaient comprises entre +0,7 % et +1,1 %.

Cet effet prix traduit à la fois une évolution soutenue du coût de tous les facteurs de production dans le secteur hospitalier et l'incidence des revalorisations d'honoraires et de tarifs intervenues en 2002 et 2003.

La majeure partie des postes de la consommation de soins et de biens médicaux connaît, en 2003, une évolution de prix supérieure à celle de 2002. C'est le cas notamment pour les soins hospitaliers publics et privés et les soins ambulatoires dans leur ensemble. L'évolution du prix des médicaments en 2003 est légèrement négative et d'amplitude moindre que celle de 2002.

tableau 04 ● contributions à la croissance de la consommation de soins et de biens médicaux, en valeur (en %)

	2001	2002	2003
1 - SOINS HOSPITALIERS ET EN SECTIONS MÉDICALISÉES	1,8	2,6	2,7
• Publics	1,5	1,8	1,9
• Privés	0,2	0,5	0,5
• Sections médicalisées	0,1	0,3	0,2
2 - SOINS AMBULATOIRES	1,4	1,9	2,0
• Médecins	0,4	0,8	0,9
• Auxiliaires médicaux	0,3	0,5	0,5
• Dentistes	0,5	0,3	0,4
• Analyses	0,2	0,2	0,2
• Cures thermales	0,0	0,0	0,0
3 - TRANSPORTS DE MALADES	0,1	0,1	0,1
4 - MÉDICAMENTS	1,6	1,0	1,4
5 - AUTRES BIENS MÉDICAUX	0,6	0,5	0,4
• Optique	0,3	0,1	0,1
• Prothèses, orthèses, Véhicules pour handicapés physiques (V.H.P.)	0,1	0,1	0,1
• Petits matériels et pansements	0,2	0,3	0,2
CONSOMMATION DE SOINS ET DE BIENS MÉDICAUX (1+...5)	5,6	6,1	6,6

Source : Drees

tableau 05 ● consommation de soins et de biens médicaux : évolution en volume (en %)

	2001	2002	2003
1 - SOINS HOSPITALIERS ET EN SECTIONS MÉDICALISÉES	1,5	1,8	2,0
• Publics	1,7	1,3	1,5
• Privés	0,3	2,4	2,5
• Sections médicalisées	3,6	11,0	9,0
2 - SOINS AMBULATOIRES	6,1	3,9	3,7
• Médecins	2,5	0,4	1,5
• Auxiliaires médicaux	6,5	4,4	5,2
• Dentistes	13,8	10,3	6,4
• Analyses	8,5	7,8	7,4
• Cures thermales	1,8	-2,4	-1,3
3 - TRANSPORTS DE MALADES	5,3	7,0	6,3
4 - MÉDICAMENTS	9,1	6,1	7,0
5 - AUTRES BIENS MÉDICAUX	10,6	7,5	5,3
• Optique	9,6	2,9	1,8
• Prothèses, orthèses, Véhicules pour handicapés physiques (V.H.P.)	8,4	8,9	5,1
• Petits matériels et pansements	14,7	14,7	11,2
CONSOMMATION DE SOINS ET DE BIENS MÉDICAUX (1+...5)	4,8	3,7	3,8
PRODUIT INTÉRIEUR BRUT en volume (P.I.B.)	2,1	1,2	0,5

Source : Drees

I • la consommation de soins hospitaliers

Les soins hospitaliers sont produits par le secteur public hospitalier et le secteur privé hospitalier. Dans les Comptes de la santé, la distinction entre les deux secteurs ne repose pas sur le statut juridique mais sur leur mode de financement.

On désigne par « secteur hospitalier public » l'ensemble des hôpitaux publics, des établissements privés Participant au service public hospitalier (PSPH) et autres établissements privés financés pour l'essentiel par la dotation globale versée par les régimes de Sécurité sociale. Dès lors, leur production est une production de services non marchands qui est mesurée, ainsi que la consommation qui en est l'exacte contrepartie, par les coûts. Les établissements regroupés sous ce label sont :

- les établissements publics de santé ;
- les établissements privés participant au service public hospitalier ;
- les anciens établissements à prix de journée préfectoral ayant opté pour le régime de la dotation globale le 1^{er} janvier 1998 mais ne participant pas au service public hospitalier.

Les ressources du « secteur hospitalier privé » proviennent de son activité de soins sous forme de facturations des frais de séjours et des actes médicaux et paramédicaux intervenus à l'occasion de l'hospitalisation et qui sont versés directement aux professionnels. Ce secteur est constitué :

- d'établissements privés non lucratifs ;
- des établissements privés à but lucratif ;
- des établissements à prix de journée préfectoral non concernés par la loi de 1996 (option entre le régime conventionnel au 1^{er} janvier 1997 et la dotation globale au 1^{er} janvier 1998). Ces établissements, d'un poids moindre, se retrouvent notamment dans les moyens et longs séjours.

I.1 ■ LA CONSOMMATION DE SOINS HOSPITALIERS

Avec 64,1 milliards d'euros, en 2003, le secteur hospitalier (établissements hospitaliers publics et privés et sections médicalisées des établissements pour personnes âgées) représente 44,4 % de la consommation de soins et de biens médicaux. La croissance totale des dépenses de ce secteur est de 6,0 % en valeur et 2,0 % en volume (+5,7 % en valeur et +1,8 % en volume, l'année 2002).

Dans le secteur public hospitalier (tableau 6), la consommation s'élève à 49,3 milliards d'euros. Elle croît de 5,5 % en valeur par rapport à 2002. Cette évolution marque une accélération par rapport à celle enregistrée en 2002 (+5,2 %). Le maintien d'une croissance élevée tient essentiellement à la confirmation pour la deuxième année consécutive d'une augmentation du coût des facteurs de production (+3,9 % en 2003 et +3,8 % en 2002). Celle-ci est notamment liée à la croissance des salaires et des cotisations sociales. Le passage aux 35 heures pèse à cet égard pour environ 1,2 point sur l'effet prix estimé de 3,9 % pour 2003 (1,1 point en 2002 sur 3,8 %), en raison des mesures prises en application de la réduction du temps de travail (recrutements, heures supplémentaires). Ces mesures ont constitué une compensation en terme d'heures de travail, qui a été comptabilisée comme une variation des rémunérations unitaires incorporées aux prix.

tableau 06 ● consommation de soins hospitaliers dans le secteur public

	Évolution en %		
	2001	2002	2003
Valeur	4,3	5,2	5,5
Prix*	2,6	3,8	3,9
Volume	1,7	1,3	1,5

* Indice du coût des facteurs de production.

Source : DHOS, Drees

En volume (c'est-à-dire en déflatant la valeur de la production par l'indicateur de la hausse du coût des facteurs de production), le taux de croissance de la production/consommation de soins dans le secteur hospitalier public a été de 1,5 % en 2003 contre 1,3 % en 2002. Cette augmentation en volume modérée confirme la tendance à une diminution plus ralentie de l'activité hospitalière constatée en 2003 à travers les résultats de l'enquête de conjoncture hospitalière ¹.

1. Trigano Lauren, « La conjoncture des établissements de santé publics et privés au cours des trois premiers trimestres 2003 », Drees, *Études et Résultats*, n° 309, mai 2004, et pour les résultats provisoires de l'ensemble de l'année 2003 les tableaux 9 et 10.

Dans le secteur privé hospitalier, la consommation de soins s'élève à 12,2 milliards d'euros en 2003.

L'évolution de +6,4 % en 2003 (tableau 7) est supérieure à celle enregistrée en 2002 (+6,0 %). La croissance en volume (+2,5 %) est comparable à celle de 2002 (+2,4 %). L'évolution en volume de ces deux dernières années tranche avec celles des années précédentes, nettement moins soutenues. En 2003, l'augmentation des prix (+3,9 % après +3,5 % en 2002) résulte de celle des frais de séjour (+5,2 %), liée pour partie aux revalorisations intervenues dans les tarifs des cliniques.

tableau 07 ● consommation de soins hospitaliers dans le secteur privé

	Évolution en %		
	2001	2002	2003
Valeur	2,6	6,0	6,4
Prix	2,2	3,5	3,9
Volume	0,3	2,4	2,5

Source : Drees

DES OBJECTIFS QUANTIFIÉS NATIONAUX AUX COMPTES DE LA SANTÉ : L'EXEMPLE DES CLINIQUES PRIVÉES

Les objectifs annuels de dépenses, fixés en application de la Loi de financement de la Sécurité sociale, sont relatifs aux remboursements effectués par la Sécurité sociale. Ils ne peuvent donc pas être comparés directement aux montants des opérations de production et de consommation retracées dans les Comptes de la santé.

Il convient de rappeler que les évolutions des Comptes de la santé ne sont pas utilisables lorsqu'il s'agit de comparer les prévisions et les objectifs analysés dans les Comptes de la Sécurité sociale, avec leur réalisation. On précise également que les comptes présentés ici sont arrêtés sur la base des informations disponibles au 10 juin 2004. Ils sont provisoires pour ce qui concerne les évaluations de l'année 2003.

I.2 ■ L'ACTIVITÉ HOSPITALIÈRE

L'activité du secteur hospitalier, tant public que privé, est connue grâce à la Statistique annuelle des établissements de santé (SAE) et au Programme de médicalisation des systèmes d'information (PMSI). En outre, l'enquête de conjoncture, conduite par la Drees, fournit certaines estimations pour 2003, notamment pour les hôpitaux publics.

Le tableau 8 présente, pour le secteur public, l'évolution des effectifs médicaux (médecins et internes) et non médicaux (soignants, administratif, entretien). Les progressions constatées pour le personnel non médical découlent à partir de 2002 des recrutements liés à la réduction du temps de travail.

Mesurée en nombre de séjours, l'activité des établissements de santé publics et privés en France métropolitaine a connu en 2002 un léger recul de -0,3 %. La tendance à la réduction de l'activité en hospitalisation complète (-1,8 %) et à la croissance de l'hospitalisation partielle (+1,3 %) se poursuit en 2002. En 2003, à l'aide des données provisoires de l'enquête Conjoncture de la Drees reposant sur les trois premiers trimestres de l'année, l'activité globale semble repartir à la hausse en raison de la moindre diminution (-0,8 %) de l'hospitalisation complète (tableau 9).

Toutes disciplines confondues, le nombre de lits d'hospitalisation complète diminue de -1,3 % en 2002 (soit un peu plus de 6 000 lits supprimés) et, parallèlement, celui du nombre de places d'hospitalisation partielle progresse de +1,6 % (soit 750 places supplémentaires). Comme pour l'activité, cette évolution s'inscrit dans la continuité des tendances observées depuis plusieurs années ; en 2001, les évolutions étaient respectivement de -1,1 % et de +1,8 %.

Mesurée en nombre de journées d'hospitalisation, l'activité d'hospitalisation complète (tableau 10), diminue en 2002 de 1,5 %, poursuivant ainsi sa tendance des années précédentes. Cette tendance à la baisse s'observe particulièrement en Médecine, chirurgie, obstétrique (MCO) où l'activité en hospitalisation complète diminue de 1,4 %. En psychiatrie et en soins de suite et de réadaptation, le nombre de journées d'hospitalisation complète diminue de façon moindre (respectivement -0,9 % et -0,4 %).

Quant aux soins de longue durée, leur activité d'hospitalisation complète baisse fortement de -3,3 % en 2002 après avoir enregistré les années précédentes un tassement de leur crois-

tableau 08 ● évolution des effectifs médicaux et non médicaux dans les établissements publics de santé

	En % et en équivalent temps plein	
	2001	2002 (p)
Effectifs médicaux*	1,2	1,5
Effectifs non médicaux	2,0	2,6

* médecins et internes salariés, médecins libéraux : effectifs en nombre de personnes physiques

Source : Drees

tableau 09 ● évolution de l'activité en nombre de séjours

		Taux d'accroissements annuels en %		
		2001	2002	2003 (p)
Total Hospitalisation partielle (venues)	Public	1,5	0,0	0,8
	Privé sous DG	-4,1	-1,1	-1,7
	Privé sous OQN	7,0	6,7	4,1
	Ensemble	1,6	1,3	1,3
Total Hospitalisation complète (entrées)	Public	-1,1	-1,8	-1,0
	Privé sous DG	0,6	-2,7	-0,7
	Privé sous OQN	-1,6	-1,6	-0,5
	Ensemble	-1,1	-1,8	-0,8
Total hospitalisation	Ensemble	0,2	-0,3	0,2
Dont :				
Médecine Chirurgie Obstétrique (MCO)		2001	2002	2003 (p)
Hospitalisation de moins de 24 heures (venues en hospitalisation partielle)	Public	9,3	3,8	2,1
	Privé sous DG	6,4	2,7	0,3
	Privé sous OQN	5,6	5,5	4,0
	Ensemble	7,4	4,5	2,7
Séjours de plus de 24 heures (entrées en hospitalisation complète)	Public	-1,9	-2,0	-1,0
	Privé sous DG	-1,2	-3,1	-0,6
	Privé sous OQN	-2,4	-2,0	-0,6
	Ensemble	-2,0	-2,1	-0,8
Total hospitalisation	Ensemble	0,8	0,0	0,5
En jours				
Durée moyenne des séjours en MCO	Public	6,8	6,9	n.d.
	Privé sous DG	6,6	6,5	n.d.
	Privé sous OQN	5,0	5,0	n.d.
	Ensemble	6,2	6,2	n.d.

Source : SAE, PMSI, enquête de conjoncture pour 2003, calculs Drees

sance. Cette discipline, quasi-exclusivement réalisée par le secteur public, a vu son activité se réduire en particulier du fait de la transformation de certains établissements sanitaires en établissements médico-sociaux (établissements pour personnes âgées dépendantes, EHPAD).

En 2003, le nombre de journées d'hospitalisation complète réalisées par l'ensemble des établissements de santé paraît s'inscrire également en recul (-1,1 %). En MCO, celui-ci atteint -1,8 % ; il est de -1,2 % en psychiatrie, et de -0,8 % en soins de suite et réadaptation.

tableau 10 ● évolution du nombre de journées par spécialité

		Taux d'accroissements annuels en %		
		2001	2002	2003 (p)
Total hospitalisation complète	Public	-0,1	-1,6	-1,1
	Privé sous DG	0,2	-2,9	-1,4
	Privé sous OQN	-2,3	-0,7	-0,7
	Ensemble	-0,5	-1,5	-1,1
<i>Dont :</i>				
MCO	Public	-0,2	-0,6	-1,7
	Privé sous DG	-0,2	-4,8	-2,4
	Privé sous OQN	-4,8	-2,5	-1,7
	Ensemble	-1,5	-1,4	-1,8
Soins de longue durée	Public	0,3	-3,6	0,3
	Privé sous DG	0,5	0,2	-0,4
	Privé sous OQN	2,3	0,5	-1,2
	Ensemble	0,3	-3,3	0,3
Psychiatrie	Public	-1,0	-0,7	-0,8
	Privé sous DG	-3,7	-2,6	-1,2
	Privé sous OQN	5,5	-0,7	-1,3
	Ensemble	-0,1	-0,9	-1,2
Soins de suite et réadaptation	Public	0,3	-1,2	-2,0
	Privé sous DG	1,5	-2,9	-1,4
	Privé sous OQN	-0,1	3,5	1,8
	Ensemble	0,5	-0,4	-0,8

Source : SAE, PMSI, enquête de conjoncture pour 2003 - calculs Drees

En MCO, la diminution un peu plus forte du nombre de séjours (-2,1 %) que du nombre de journées d'hospitalisation ne modifie toutefois pas, en 2002, la durée moyenne de séjour (DMS) qui reste à 6,2 jours comme en 2001 (tableau 9). En soins de suite et réadaptation, la DMS augmente légèrement, passant de 32,8 à 33,1 jours alors qu'en psychiatrie, où les alternatives à l'hospitalisation complète se développent, elle poursuit sa baisse, passant de 31,2 à 30,4 jours en 2002 (40,1 jours en 1997).

1.3 ■ LES SECTIONS MÉDICALISÉES

Les soins aux personnes âgées, si elles ne sont pas hospitalisées, peuvent être assurés soit par des proches, soit par du personnel infirmier à domicile (dans le cadre des services de

soins infirmiers à domicile ou SSIAD), soit dans des établissements d'hébergement pour personnes âgées.

Dénommées « sections médicalisées », ces institutions sont réparties depuis 2002 entre Établissements d'hébergement pour personnes âgées (EHPA) et Établissements d'hébergement pour personnes âgées dépendantes (EHPAD). Ces derniers trouvent leur origine dans la loi du 24 janvier 1997 (décrets d'application d'avril 1999 et arrêtés de mai 2001), qui met fin aux modes de financement antérieurs (lits de soins courants et lits de cure médicale).

La nouvelle tarification passe d'un système binaire « hébergement et soins » à un système ternaire « hébergement, dépendance et soins ». Les soins sont financés par l'assurance maladie soit par le biais d'une dotation globale annuelle, soit par des remboursements à l'acte (prestations des professionnels libéraux). Les autres composantes du séjour, « hébergement » et « dépendance », sont à la charge des personnes âgées, éventuellement solvabilisée respectivement par l'Aide sociale à l'hébergement (ASH) et par l'Allocation personnalisée d'autonomie (APA).

Les premières conventions d'agrément ont été signées en 2001. La montée en charge a été progressive en 2002 et s'est accélérée en 2003. La répartition entre EHPA et EHPAD, ainsi que sa forte modification actuelle, peut être mesurée par le nombre de lits dans chaque catégorie (tableau 11).

En 2003 les lits des EHPA diminuent de 18 % alors que le nombre de lits des EHPAD fait plus que doubler.

Le nombre d'établissements médicalisés est en augmentation constante : 3 581 en 1990, 5 703 en 2002 et 6 177 en 2003 dont 4 352 EHPA et 1 825 EHPAD.

Contrairement aux années précédentes la part des maisons de retraites par rapport aux hospices et logements-foyers se stabilise (tableau 12).

En 2003, 2,6 milliards d'euros (en augmentation de 13,7 % sur 2002) ont été consacrés aux soins en sections médicalisées (tableau 13).

tableau 11 ● nombre de lits en sections médicalisées

	2001	2002	2003
• Lits des EHPA*		333 119	273 050
Évolution en %			-18,0
• Lits des EHPAD*		59 078	133 710
Évolution en %			126,3
TOTAL	376 281	392 197	406 760
Évolution en %	0,4	4,2	3,7

* EHPA et EHPAD : création en 2002 des EHPAD

Source : Division des études de la CNAMTS et Commission nationale de répartition de la Caisse nationale d'assurance maladie

Ce montant qui a plus que triplé depuis 1990, est à mettre en relation avec l'augmentation du nombre de personnes âgées affectées de dépendances plus ou moins prononcées.

Malgré la croissance plus rapide du secteur privé, les sections médicalisées publiques restent largement majoritaires (tableau 13).

Les Services de soins infirmiers à domicile (SSIAD), alternative à l'hébergement en institution, ont bénéficié pour l'année 2003 à 70 703 personnes (+4,0 % par rapport à 2002). Les soins dispensés à cette occasion par du personnel médical et paramédical libéral sont pris en compte dans le secteur ambulatoire alors que ceux dispensés à l'hôpital public le sont dans les Comptes de l'hôpital.

tableau 12 ● structure et nombre des établissements médicalisés

	2001	2002	2003
Hospices	0,7	0,6	0,5
Maisons de retraite	80,6	83,1	83,2
Logements-foyers	18,7	16,3	16,3
TOTAL	100,0	100,0	100,0
<i>Nombre d'établissements</i>	4 988	5 703	6 177

Source : Division des études de la CNAMTS et Commission nationale de répartition de la Caisse nationale d'assurance maladie

tableau 13 ● évolution des soins en sections médicalisées

	En millions d'euros		
	2001	2002	2003
Établissements publics	1 359	1 581	1 720
<i>Évolution en %</i>	4,1	16,3	8,8
Établissements privés	613	710	886
<i>Évolution en %</i>	11,6	15,9	24,8
TOTAL	1 972	2 292	2 606
<i>Évolution en %</i>	6,3	16,2	13,7

Source : Division des études de la CNAMTS et Commission nationale de répartition de la Caisse nationale d'assurance maladie

II • la consommation de soins ambulatoires

Elle comprend les soins de médecins, de dentistes, d'auxiliaires médicaux (infirmiers, masseurs-kinésithérapeutes, orthophonistes et orthoptistes), les analyses médicales et les cures thermales.

Cette consommation s'est élevée à 38,8 milliards d'euros en 2003, soit une augmentation annuelle de 7,4 % en valeur et de 3,7 % en volume, contre respectivement 7,0 % et 3,9 % en 2002 (tableau 14). La dépense de soins ambulatoires atteint ainsi 630 euros par habitant en 2003 soit une progression en valeur de 6,9 % par rapport à 2002.

La mesure des prix pour les actes des professionnels de santé repose sur les indices de prix calculés par l'Insee. Ces indices reflètent à la fois l'évolution des tarifs des lettres-clés et celle des prix effectivement pratiqués incluant les dépassements de tarifs. En revanche, ils ne prennent pas en compte les réformes de nomenclature de l'année en cours.

tableau 14 ● évolution des soins ambulatoires

	En %									
	Accroissement en valeur					Accroissement en volume				
	90-95	95-2000	2001	2002	2003	90-95	95-2000	2001	2002	2003
Total des soins ambulatoires	4,5	3,1	5,1	7,0	7,4	2,7	2,4	6,1	3,9	3,7

Source : Drees

II.1 ■ LES SOINS DE MÉDECINS

La consommation de soins de médecins s'est élevée à 18,1 milliards d'euros en 2003, en hausse de 6,9 % par rapport à 2002. En volume, la hausse a été de 1,5 % en 2003 contre 0,4 % en 2002 (tableau 15).

L'évolution des prix reste soutenue en 2003 d'après les indices calculés par l'Insee. Elle tient à la fois, à l'impact des évolutions tarifaires qui se prolongent en 2003, à la prise en compte en 2003 au titre des effets prix des modifications de nomenclature de 2002 liées à la création des consultations approfondies et aux majorations de déplacement des visites d'omnipraticiens, et à l'augmentation des montants de dépassement.

Le tarif des consultations des médecins spécialistes a été porté de 22,87 à 23 euros le 1^{er} février 2003. Diverses mesures tarifaires revalorisant les honoraires médicaux liés aux actes

d'accouchement sont intervenues les 1^{ers} janvier et février 2003. Il en a été de même, plus tardivement, pour certains actes des chirurgiens anesthésistes, des radiologues et des spécialistes de médecine nucléaire (1^{er} et 27 novembre 2003).

En 2003, la consultation des personnes en ALD a été revalorisée. Mais l'année 2003 a surtout été marquée par la mise en place en septembre de nouveaux dispositifs contractuels destinés à améliorer la pratique et la qualité des soins : contrat de santé publique pour la prise en charge des soins à domicile, Accords de Bon usage des soins (AcBUS) visant, par exemple à faire évoluer le transport en ambulance au profit du transport assis.

La revalorisation du 1^{er} juillet 2002 qui a porté le tarif de la consultation des généralistes à 20 euros conserve une incidence sur l'indice des prix de 2003 de l'ensemble des soins médicaux. Il en est de même pour la revalorisation des consultations approfondies et des majorations de déplacement, ainsi que pour l'évolution des montants moyens de dépassement.

Les honoraires moyens perçus par chaque médecin (les données 2003 du SNIR sont provisoires) ont ainsi augmenté de 6,3 % pour les omnipraticiens et de 3,9 % pour les spécialistes (tableau 16). L'évolution des revenus moyens n'est pas identique à celle des honoraires dans la mesure où il convient de soustraire de ces derniers les charges payées par les praticiens.

tableau 15 ● évolution de la consommation de soins de médecins

Taux de croissance annuels moyens en %

	90-95	95-2000	2001	2002	2003
Valeur	5,2	3,0	3,1	6,7	6,9
Prix	2,5	0,8	0,6	6,2	5,4
Volume	2,7	2,2	2,5	0,4	1,5

Source : Drees

tableau 16 ● honoraires moyens des médecins APE*

En milliers d'euros par an

	1990	1995	2000	2001	2002	2003**
OMNIPRATICIENS	77,6	92,4	105,4	107,5	115,2	122,5
Évolution en %			5,8	1,9	7,2	6,3
SPÉCIALISTES	136,3	157,9	184,8	191,3	204,1	212,0
Évolution en %			6,2	3,5	6,7	3,9

* Activité à part entière, c'est-à-dire ayant exercé à temps plein une activité libérale toute l'année.

** SNIR 2003 provisoire.

Attention, régimes des militaires et du Port autonome de Bordeaux intégrés dans le SNIR à compter de 2000.

Source : CNAMTS, SNIR France métropolitaine - Calculs Drees

Le montant des dépassements par médecin autorisé à les pratiquer (secteur II et droit permanent au dépassement) progresse chaque année. Le rythme de croissance en valeur reste élevé en 2003 (+7,5 %, tableau 17) même s'il marque une nette décélération par rapport à 2002.

En 2003, parmi les omnipraticiens, 13,0 % sont en secteur 2 ou ont le droit de pratiquer des dépassements permanents ; cette proportion atteint 38,1 % chez les spécialistes (tableau 18).

tableau 17 ● dépassements par médecins APE* (secteur 2)

En milliers d'euros par an						
	1990	1995	2000	2001	2002	2003**
DÉPASSEMENT PAR MÉDECIN*	24,7	32,2	43,7	47,7	54,9	59,0
<i>Évolution en %</i>			8,7	9,2	15,1	7,5

* Activité à part entière, c'est-à-dire ayant exercé à temps plein une activité libérale toute l'année.

** SNIR 2003 provisoire.

Attention, régimes des militaires et du Port Autonome de Bordeaux intégrés dans le SNIR à compter de 2000.

Source : CNAMTS, SNIR France métropolitaine - Calculs Drees

tableau 18 ● effectifs de médecins par mode conventionnel

	2000	2001	2002	2003
OMNIPRATICIENS	60 823	60 949	60 974	60 761
<i>Évolution en %</i>	0,4	0,2	0,0	-0,3
• Secteur 1	51 640	51 873	52 092	52 136
<i>Évolution en %</i>	0,8	0,5	0,4	0,1
• Secteur 2	8 536	8 376	8 146	7 866
<i>Évolution en %</i>	-2,3	-1,9	-2,7	-3,4
• DP	58	53	39	34
<i>Évolution en %</i>	-13,4	-8,6	-26,4	-12,8
• Non conventionnés	589	647	697	725
<i>Évolution en %</i>	4,1	9,8	7,7	4,0
SPÉCIALISTES	53 171	53 291	53 251	53 104
<i>Évolution en %</i>	-0,1	0,2	-0,1	-0,3
• Secteur 1	33 164	33 155	33 063	32 769
<i>Évolution en %</i>	0,1	0,0	-0,3	-0,9
• Secteur 2	18 744	19 047	19 251	19 511
<i>Évolution en %</i>	0,7	1,6	1,1	1,4
• DP	1 184	1 005	854	725
<i>Évolution en %</i>	-15,6	-15,1	-15,0	-15,1
• Non conventionnés	79	84	83	99
<i>Évolution en %</i>	3,9	6,3	-1,2	19,3
TOTAL DES MÉDECINS LIBÉRAUX	113 994	114 240	114 225	113 865
<i>Évolution en %</i>	0,2	0,2	0,0	-0,3
ENSEMBLE LIBÉRAUX ET SALARIÉS (1)	194 000	196 000	198 700	201 400
<i>Évolution en %</i>	0,4	1,0	1,4	1,4

Source : CNAMTS, SNIR France métropolitaine - Calculs Drees

(1) Source : Drees

Au total 24,7 % des médecins pratiquent des dépassements, soit une proportion presque identique à celle observée en 2002 (24,8 %). En tendance de moyen terme, les dépassements sont de plus en plus l'apanage des médecins spécialistes.

La part des omnipraticiens dans le total des effectifs de médecins libéraux reste stable en 2003 : 53,4 %.

En secteur I, le nombre d'omnipraticiens a progressé très légèrement de 0,1 %, alors que le nombre de spécialistes a régressé de près d'un point (-0,9 %).

En secteur II, les effectifs d'omnipraticiens diminuent de -3,4 %, alors que ceux des spécialistes progressent de 1,4 %.

Au total, les effectifs de médecins libéraux, recensés par la Cnamts, fléchissent légèrement en 2003 (-0,3%). Ils représentent 56,5 % de l'ensemble des effectifs médicaux.

II.2 ■ LES SOINS DE DENTISTES

Le montant de la consommation de soins dentaires s'élève à 8,1 milliards d'euros en 2003, soit une croissance de 7,4 % en valeur par rapport à 2002. L'évolution en volume (+6,4 %) est inférieure d'un point (tableau 19).

En 2003 le tarif des soins conservateurs a été revalorisé : la lettre-clé SC a été portée de 2,36 à 2,41 euros le 21 mars, soit une augmentation de +1,7 %. L'évolution de la consommation de soins dentaires, en valeur, continue, en 2003, à un rythme comparable à celui enregistré les deux années précédentes. Au cours des années 2001 et 2002 la refonte de la nomenclature

tableau 19 ● évolution de la consommation de soins dentaires

	Taux de croissance annuels moyens en %				
	90-95	95-2000	2001	2002	2003
Valeur	3,6	2,4	8,8	5,2	7,4
Prix	1,3	0,5	-4,4	-4,6	0,9
Volume	2,3	1,9	13,8	10,3	6,4

Source : Drees

tableau 20 ● honoraires moyens des dentistes APE*

	En milliers d'euros par an					
	1990	1995	2000	2001	2002	2003**
HONORAIRES MOYENS	123,1	140,6	160,9	174,3	190,8	200,7
<i>Évolution en %</i>			5,7	8,3	9,5	5,2

* Activité à part entière, c'est-à-dire ayant exercé à temps plein une activité libérale toute l'année.

** SNIR 2003 provisoire.

Attention, régimes des militaires et du Port Autonome de Bordeaux intégrés dans le SNIR à compter de 2000.

Source : Cnamts, SNIR France métropolitaine - Calculs Drees

des actes intervenue en 2001 s'était traduite par un fort accroissement des volumes et une chute des prix. L'évolution de 2003 est différente : les prix reprennent leurs variations habituelles, les volumes restant à un rythme de croissance nettement plus élevé que celui de la décennie précédente.

Comme dans le cas des médecins, le montant des dépassements des chirurgiens-dentistes en 2003 a évolué beaucoup moins rapidement (+5,7 %) qu'en 2002 (+12,0 %). De ce fait la part des dépassements dans les honoraires totaux (47,9 %) ne progresse que très peu par rapport à l'année précédente (tableau 21).

En 2003, les effectifs de chirurgiens-dentistes libéraux, recensés par la Cnamts (tableau 22), progressent légèrement (+0,3 %), contrairement aux années précédentes. Le nombre des chirurgiens-dentistes salariés augmente au même rythme (+0,4 %). Les chirurgiens-dentistes conventionnés représentent 98,7 % des dentistes libéraux.

tableau 21 ● part des dépassements dans les honoraires dentaires

En milliers d'euros par an						
	1990	1995	2000	2001	2002	2003*
HONORAIRES TOTAUX	4 303,9	5 060,4	5 822,1	6 282,7	6 839,9	7 214,0
<i>Évolution en %</i>			5,7	7,9	8,9	5,5
DÉPASSEMENTS	1 799,8	2 346,3	2 745,7	2 917,3	3 266,3	3 453,7
<i>Évolution en %</i>			7,1	6,3	12,0	5,7
<i>Part des dépassements en %</i>	41,8	46,4	47,2	46,4	47,8	47,9

* SNIR 2003 provisoire.

Attention, régimes des militaires et du Port Autonome de Bordeaux intégrés dans le SNIR à compter de 2000.

Source : CNAMTS, SNIR France métropolitaine - Calculs Drees

tableau 22 ● effectifs des chirurgiens dentistes libéraux

	Évolution en %			
	2000	2001	2002	2003
• Conventionnés	36 297	36 147	36 430	36 381
<i>Évolution en %</i>	-0,1	-0,4	0,8	-0,1
• DP	474	449	62	220
<i>Évolution en %</i>	-5,2	-5,3	-86,2	254,8
• Non conventionnés	105	95	87	80
<i>Évolution en %</i>	-11,8	-9,5	-8,4	-8,0
TOTAL LIBÉRAUX	36 876	36 691	36 579	36 681
<i>Évolution en %</i>	-0,2	-0,5	-0,3	0,3
TOTAL LIBÉRAUX ET SALARIÉS (1)	40 539	40 426	40 481	40 648
<i>Évolution en %</i>	1,1	-0,3	0,1	0,4

Source : CNAMTS, SNIR - Calculs Drees

(1) Source Drees

II.3 ■ LES PRESCRIPTIONS

• les auxiliaires médicaux

La consommation de soins d'auxiliaires médicaux (infirmiers, masseurs-kinésithérapeutes, orthophonistes et orthoptistes) s'est élevée à 8,1 milliards d'euros en 2003, en augmentation de +8,4 % en valeur par rapport à 2002. La hausse en volume est de 5,2 % (tableau 23).

En 2003, les effectifs d'auxiliaires médicaux, recensés par la Cnamts, augmentent à un rythme plus soutenu que l'année précédente (+2,2 %, tableau 24). Comme les années précédentes, la progression des effectifs de kinésithérapeutes entraîne celle de l'ensemble des auxiliaires médicaux.

les soins infirmiers

Les soins infirmiers enregistrés dans les Comptes de la santé intègrent les Services de soins infirmiers à domicile (SSIAD) et s'élèvent à 4,1 milliards d'euros en 2003 (tableau 23), en augmentation de 10,2 % en valeur par rapport à 2002. L'augmentation en volume est de 3,4 %, la progression des prix restant soutenue (+6,6 % après +6,3 % en 2002). L'expansion des volumes peut trouver une explication dans le fait qu'une part croissante de ces soins concerne l'activité des SSIAD qui illustre le développement des soins à domicile pour les per-

tableau 23 ● évolution de la consommation de soins d'auxiliaires médicaux

		Taux d'accroissements annuels en %						Montants 2003 (en millions d'euros)
		90-95	95-2000	2000	2001	2002	2003	
INFIRMIERS	• Valeur	6,8	3,9	7,0	3,6	9,4	10,2	4 137
	• Prix	1,3	0,7	1,1	0,0	6,3	6,6	
	• Volume	5,4	3,2	5,9	3,6	2,9	3,4	
KINÉSITHÉRAPEUTES	• Valeur	4,7	3,9	6,4	8,7	8,4	5,9	3 300
	• Prix	1,7	1,4	-1,3	-1,7	2,8	0,2	
	• Volume	2,9	2,4	7,8	10,6	5,5	5,7	
AUTRES*	• Valeur	8,2	5,9	6,6	2,7	11,2	10,5	664
	• Prix	1,0	0,7	0,1	0,0	4,8	1,4	
	• Volume	7,1	5,2	6,5	2,8	6,1	9,0	
ENSEMBLE	• Valeur	6,0	4,1	6,7	5,6	9,1	8,4	8 101
	• Prix	1,4	0,8	0,2	-0,8	4,5	3,1	
	• Volume	4,5	3,2	6,5	6,5	4,4	5,2	

* Orthophonistes et orthoptistes.

Source : Drees

tableau 24 ● évolution du nombre d'auxiliaires médicaux

	2001	2002	2003
PROFESSIONS LIBÉRALES			
• INFIRMIERS	48 575	48 254	48 650
Évolution en %	0,1	-0,7	0,8
• KINÉSITHÉRAPEUTES	39 554	40 434	41 763
Évolution en %	3,0	2,2	3,3
• ORTHOPHONISTES	10 519	10 834	11 254
Évolution en %	3,2	3,0	3,9
• ORTHOPTISTES	1 434	1 447	1 497
Évolution en %	0,9	0,9	3,5
• ENSEMBLE LIBÉRAUX	100 082	100 969	103 164
Évolution en %	1,6	0,9	2,2

Source : SNIR France métropolitaine

Source : Drees

	2001	2002	2003
ENSEMBLE LIBÉRAUX ET SALARIÉS			
• INFIRMIERS	397 506	410 859	423 431
Évolution en %	3,8	3,4	3,1
• KINÉSITHÉRAPEUTES	53 997	55 348	56 924
Évolution en %	3,7	2,5	2,8

Source : Drees

sonnes âgées dépendantes. 70 703 personnes ont été soignées en 2003 par un SSIAD soit 4,0 % de plus que l'année précédente et 17,5 % supplémentaires par rapport à 1998, cinq ans auparavant.

Quant aux prix, ils enregistrent en 2003 l'effet de la majoration par deux fois, au 1^{er} avril et au 1^{er} novembre, de l'indemnité forfaitaire de déplacement des infirmiers qui est ainsi passée de 1,5 euros en juillet 2002 à 2 euros. Par ailleurs le rôle des infirmiers a été valorisé dans un cadre contractuel rénové : contrat de santé publique, contrat de bonne pratique dans le cadre de la Démarche de soins infirmiers (DSI), AcBUS pour les personnes dépendantes.

Les effectifs d'infirmiers libéraux (tableau 24) qui avaient été stables en 2001 et en diminution l'année suivante progressent de +0,8 % en 2003. Les infirmiers exerçant leur activité dans le secteur libéral ne représentent que 11,5 % de l'ensemble de la profession dont l'effectif global augmente de 3,1 % en 2003.

Les infirmiers salariés sont essentiellement employés dans le secteur hospitalier.

les soins des masseurs-kinésithérapeutes

Ils s'élèvent à 3,3 milliards d'euros en 2003 et progressent par rapport à 2002 de 5,9 % en valeur et de 5,7 % en volume (tableau 23).

À compter du 21 juin 2003, l'indemnité forfaitaire de déplacement des masseurs-kinésithérapeutes est portée à 2 euros (1,83 euros au 15 janvier 2002). La cotation forfaitaire du bilan diagnostic de kinésithérapie a été de nouveau revalorisée le 19 octobre 2003.

De nouveaux dispositifs contractuels mettent en place des Accords de Bon usage et des contrats de pratique professionnels (versement forfaitaire de 600 euros par an en contre partie d'une évaluation de la pratique professionnelle).

Les effectifs de masseurs-kinésithérapeutes libéraux croissent de nouveau à un rythme supérieur à 3 %.

les soins d'orthophonistes et d'orthoptistes

Cette catégorie de soins augmente en 2003 de 10,5 % en valeur et de 9,0 % en volume (tableau 23). Les tarifs des honoraires des orthophonistes ont été revalorisés en mars 2003.

La croissance des effectifs d'orthophonistes et d'orthoptistes en 2003 est estimée respectivement à +3,9 % et +3,5 % (tableau 24).

- les laboratoires d'analyses

En 2003, la consommation d'analyses et de prélèvements en laboratoire s'élève à 3,6 milliards d'euros, en augmentation de 9,0 % en valeur par rapport à 2002, soit un taux de croissance inférieur d'environ un point à celui enregistré en 2002 (+10,1 %, tableau 25).

En 2003 les prix augmentent de 1,5 % contre 2,1 % en 2002, la lettre-clé B n'ayant pas été revalorisée en 2003. Dans le même temps le volume des analyses et prélèvements s'accroît de 7,4 %..

tableau 25 ● évolution de la consommation d'analyses de laboratoires

	Taux de croissance annuels moyens en %					
	90-95	95-2000	2000	2001	2002	2003
Valeur	1,4	3,6	7,3	6,7	10,1	9,0
Prix	0,4	-0,5	-1,7	-1,6	2,1	1,5
Volume	1,0	4,1	9,1	8,5	7,8	7,4

Source : Drees

Depuis 1997 on observe une diminution du nombre des laboratoires. Leur effectif reste toutefois encore supérieur à ce qu'il était en 1990 (tableau 26).

- les cures thermales

La fréquentation des cures thermales engendre une consommation de 920 millions d'euros. Celle-ci évolue de 2,3 % en valeur par rapport à 2002 (tableau 27) mais de -1,3 % en volume, ce qui correspond au tassement des effectifs de curistes. Ce poste regroupe les forfaits soins (303 millions, +1,2 % en valeur) et l'hébergement (617 millions, +2,8 %). Selon l'orientation thérapeutique, les prix et le nombre de séances pour les différents soins sont aujourd'hui identiques dans toutes les stations thermales.

Le forfait thermal, dans le cadre d'un Contrat de pratique professionnel (CPP pour la coordination des soins des curistes), est majoré de 10 euros par patient à compter du 27 septembre 2003 (64,03 euros depuis le 1^{er} septembre 2002).

tableau 26 ● évolution du nombre de laboratoires

	1990	2001	2002	2003
NOMBRE	3 905	4 012	3 981	3 950
<i>Évolution en %</i>		-1,8	-0,8	-0,8

Source : SNIR France métropolitaine - Calculs Drees

tableau 27 ● évolution de la consommation de cures thermales

	En %				
	90-95	95-2000	2001	2002	2003
Valeur	1,4	1,0	3,6	1,7	2,3
Prix	2,4	1,5	1,8	4,3	3,6
Volume	-1,0	-0,5	1,8	-2,4	-1,3

Source : Drees

III • les transports sanitaires ■

En 2003, la consommation de transports sanitaires s'élève à 2,4 milliards d'euros, soit une croissance en valeur de 8,1 % contre 9,2 % en 2002 (tableau 28). L'effet prix étant de 1,7 %, la croissance en volume atteint donc 6,3 %. Les transports sanitaires sont assurés à hauteur de 39 % par des ambulances, 36 % par des Véhicules sanitaires légers (VSL), 21 % par des taxis, 4 % par d'autres moyens de transports (en train principalement).

Des contrats de bonne pratique ont été instaurés en mars 2003 accroissant les rémunérations en contrepartie d'engagements individuels. Le 1^{er} avril, les honoraires de garde ambulancière ont été revalorisés.

tableau 28 ● évolution de la consommation de transports de malades

	En %				
	90-95	95-2000	2001	2002	2003
Valeur	6,7	5,1	8,8	9,2	8,1
Prix	2,2	1,9	3,3	2,1	1,7
Volume	4,4	3,2	5,3	7,0	6,3

Source : Drees

IV • les médicaments

En 2003, la consommation de médicaments atteint 30,4 milliards d'euros, soit une progression de 6,5 % contre 4,9 % en 2002. Par personne, le montant est de 494 euros soit une progression de 6,0 % par rapport à 2002.

Plusieurs mesures concernant le médicament sont entrées en vigueur en 2003. On citera :

- la baisse du taux de remboursement de 65 % à 35 % de 616 spécialités pharmaceutiques à Service médical rendu (SMR) jugé faible ou modéré (arrêté du 18 avril) ;
- l'application progressive de la première vague de TFR (tarifs forfaitaires de responsabilité : remboursement du médicament princeps au prix du générique), à compter du 8 septembre. Cette mesure concerne 29 molécules, 63 groupes génériques et 71 TFR ;
- la radiation de la liste des médicaments remboursables de 82 spécialités à SMR jugé insuffisant à compter du 25 octobre.

tableau 29 ● évolution de la consommation de médicaments

	En %				
	90-95	95-2000	2001	2002	2003
Valeur	6,1	5,4	7,9	4,9	6,5
Prix	0,6	0,0	-1,1	-1,1	-0,4
Volume	5,5	5,3	9,1	6,1	7,0

Source : Drees

tableau 30 ● indice des prix des spécialités pharmaceutiques

	Base 100 = 1998					
	1998	1999	2000	2001	2002	2003
SPÉCIALITÉS REMBOURSABLES	100,0	99,5	98,8	97,5	96,0	95,2
<i>Évolution en %</i>		-0,5	-0,7	-1,3	-1,5	-0,8
SPÉCIALITÉS NON REMBOURSABLES	100,0	102,4	104,7	106,3	109,4	113,3
<i>Évolution en %</i>		2,4	2,2	1,5	2,9	3,6
ENSEMBLE	100,0	99,8	99,4	98,3	97,2	96,8
<i>Évolution en %</i>		-0,2	-0,4	-1,1	-1,1	-0,4

Source : Insee

L'Insee publie séparément l'indice des prix des spécialités remboursables et celui des spécialités non remboursables, en moyenne annuelle et base 100 en 1998. L'analyse du prix des médicaments à partir de ces indices fait ressortir nettement (tableau 30) que ce sont les médicaments remboursables, dont les prix sont administrés, qui ont été à l'origine de l'évolution négative des prix depuis 1999.

Les nouveaux produits mis chaque année sur le marché interviennent pour environ un tiers dans la croissance du marché des médicaments remboursables. Ceci explique aussi la faiblesse des évolutions des prix. En effet les indices correspondants sont calculés à structure constante d'une année sur l'autre et retracent ainsi des évolutions plus faibles que celles des prix moyens des médicaments.

En 2003, les ventes de médicaments génériques poursuivent leur forte progression (+38 % par rapport à 2002, soit une croissance près de six fois supérieure à celle du marché global). Étant donné leur prix inférieur de 20 % en moyenne à celui des médicaments de référence, ils contribuent à modérer en valeur la croissance globale du marché. Leur part dans le chiffre d'affaires des produits du répertoire de septembre 2003 (médicaments génériques et princeps) augmente de 26 % en 2002 à 36 % en 2003. Dans le même temps, leur part dans l'ensemble du marché des médicaments remboursables passe de 4,1 % en 2002 à 5,4 % en 2003².

Au sein de l'évolution de la consommation de médicaments, il faut distinguer les ventes en ville, par les officines pharmaceutiques, et les ventes, par les pharmacies hospitalières (appelées « rétrocession hospitalière »), à des patients non hospitalisés. Ces dernières ont doublé de 2000 à 2003. La place occupée par la rétrocession hospitalière dans la dépense totale de médicament, si elle est encore faible, croît donc à vive allure : de 5,3 % en 2000 à 8,5 % en 2003. Ceci n'est pas sans importance puisque les prix de vente des « rétrocessions » sont négociés librement alors que les prix pratiqués en officines sont administrés. Les uns et les autres donnent cependant lieu à des remboursements par l'Assurance maladie (1,3 milliards d'euros en 2003 pour la rétrocession dans le seul Régime général).

2. AMAR Élise, « L'évolution des ventes de médicaments remboursables », Drees, *Études et Résultats*, à paraître.

V • les autres biens médicaux

Leur consommation totale s'élève à 8,6 milliards d'euros en 2003, soit 3,9 milliards d'euros pour l'optique, 2,2 milliards d'euros pour les prothèses, orthèses et véhicules pour handicapés physiques, et 2,6 milliards d'euros de petits matériels et pansements.

La consommation des « autres biens médicaux » a progressé en valeur de 7,5 % en 2003 contre 9,0 % en 2002.

Optique

Le taux de croissance de la consommation d'optique, que ce soit en valeur ou en volume, s'infléchit fortement depuis l'année 2000. Cette décélération marque un palier en 2003, le taux d'évolution constaté étant identique à celui de 2002 (+4,4 %, tableau 31).

Depuis le 14 octobre 2003, les clients des opticiens conventionnés n'ont plus à faire l'avance des frais correspondants aux prestations de l'Assurance maladie.

tableau 31 ● évolution de la consommation des autres biens médicaux

	En %				
	90-95	95-2000	2001	2002	2003
OPTIQUE					
• Valeur	7,5	5,0	10,8	4,4	4,4
• Prix	3,7	1,0	1,1	1,4	2,5
• Volume	3,7	4,0	9,6	2,9	1,8
PROTHÈSES, ORTHÈSES, VHP*					
• Valeur	7,3	2,9	9,4	10,1	6,9
• Prix	1,6	0,5	0,9	1,1	1,7
• Volume	5,6	2,3	8,4	8,9	5,1
PETITS MATÉRIELS ET PANSEMENTS					
• Valeur	23,5	32,9	15,9	16,4	13,2
• Prix	1,8	1,0	1,0	1,5	1,8
• Volume	21,3	31,9	14,7	14,7	11,2

* Véhicules pour handicapés physiques

Source : Drees

Prothèses, orthèses, VHP

L'évolution de la consommation de prothèses [incluant les orthèses - articles de contention - et les Véhicules pour handicapés physiques (VHP)] avait connu une décélération au début

des années quatre-vingt-dix. Depuis 2000, la croissance se maintient à un niveau élevé. Cependant l'année 2003 enregistre un retrait relatif avec un taux de croissance de 6,9 % en valeur et de 5,1 % en volume.

Petits matériels et pansements

Ce poste est d'une grande hétérogénéité (des cannes anglaises aux lits médicalisés). Il comprend plus de 6 000 lignes de nomenclature.

De tous les soins et biens médicaux, ce sont les dépenses de petits matériels et pansements (ces derniers représentent 20 % du poste) qui connaissent la plus forte progression : depuis 1990, leur valeur a été multipliée par plus de dix-huit. Dans la deuxième moitié des années quatre-vingt dix, le taux de progression s'est situé autour de 30 % par an. Depuis l'année 2000, le taux de croissance s'infléchit pour atteindre, en 2003, 13,2 % en valeur.

L'augmentation, tant du nombre de patients que du volume de matériel mis à leur disposition, renforce le poids de l'assistance respiratoire. La progression de l'effectif des personnes âgées dépendantes gardées à domicile entraîne, quant à elle, celle de l'ensemble des dispositifs médicalisés : lits, matelas, VHP, potences, etc., comme elle développe, on l'a vu, les Services infirmiers de soins à domicile (SSIAD).

VI • la consommation de services de médecine préventive et d'autres services de santé publique

La consommation statistiquement identifiable de services de médecine préventive et d'autres services de prévention s'élève à 3,1 milliards d'euros en 2003 (tableau 32). Son taux d'augmentation (3,6 % en valeur par rapport à 2002) reste assez nettement inférieur à ceux de la période précédente.

Seuls sont pris en compte dans ce poste les services de prévention statistiquement isolables. Ceci minore l'importance réelle des dépenses de prévention, qui sont pour une large part incluses dans les dépenses de soins. Cette sous-estimation a été mise en évidence par une étude spécifique conduite par le CreDES et la Drees³. Ces travaux ont porté le poids de l'ensemble de la prévention dans la dépense courante de santé de 2,3 % à environ 7 % proposé en première estimation pour l'année 1998.

Le poste médecine préventive des Comptes de la santé comprend à cet égard deux volets :

tableau 32 ● consommation de services de médecine préventive

	Taux d'accroissements annuels en %					Montants 2003 (en millions d'euros)
	90-95	95-2000	2001	2002	2003	
MÉDECINE PRÉVENTIVE ET DÉPISTAGES	4,6	3,5	4,2	6,9	7,4	2 904
• Médecine du travail	4,5	4,3	4,0	7,2	5,8	1 414
• Médecine scolaire	5,4	2,8	7,0	3,9	3,2	454
• PMI et planning familial	5,3	3,1	3,0	11,3	12,9	578
• Prophylaxie, dépistages, examens	3,2	2,7	3,2	3,9	10,4	457
PROGRAMMES SPÉCIFIQUES DE SANTÉ PUBLIQUE	9,9	7,7	-2,1	6,1	-30,6	209
TOTAL	5,0	3,9	3,5	6,8	3,6	3 113

Source : Drees

3. LE FUR Philippe, PARIS Valérie, PEREIRA Céline, RENAUD Thomas, SERMET Catherine : « Les dépenses de prévention dans les Comptes nationaux de la santé », Drees, *Études et résultats*, n° 247, juillet 2003.

- *la médecine préventive proprement dite et les dépistages*

Ce sont les actes médicaux (médecine scolaire, médecine du travail, PMI et planning familial...) statistiquement identifiables concernant des groupes de populations (jeunes enfants, enfants scolarisés, salariés des entreprises) ou des dépistages de pathologies (examens généraux de santé, cancers, maladies transmissibles). Les actes de médecine préventive (obligatoire ou volontaire) qui sont en revanche effectués en ville sont statistiquement confondus dans les remboursements de soins et ignorés. Seuls les vaccins (et non la vaccination) qui sont, désormais, déclarés à l'Agence française de sécurité sanitaire des produits de santé (AFSSAPS), font l'objet d'un suivi statistique.

- *les programmes spécifiques de santé publique*

Ils regroupent les interventions sur les grandes pathologies ou sur les comportements et situations à risque (toxicomanie, alcoolisme, tabagisme, sida, actions en direction des populations à risques).

LA DÉPENSE COURANTE DE SANTÉ

La dépense courante de santé récapitule l'ensemble des versements intervenus durant chaque année au titre de la santé (dépenses en capital exclues).

Elle regroupe :

- la consommation de soins et biens médicaux,
- les dépenses d'aides aux malades (indemnités journalières),
- les dépenses de subventions au système de soins (prise en charge des cotisations sociales des médecins du Secteur I et des autres praticiens conventionnés),
- les dépenses de prévention regroupant la médecine préventive et les missions de santé publique à caractère général,
- la recherche médicale et pharmaceutique,
- la formation des professionnels de la santé,
- les dépenses de gestion générale de la santé (fonctionnement du ministère de la Santé, gestion des prestations de soins par les mutuelles et les administrations privées intervenant dans le domaine de la santé).

En 2003, le montant de la dépense courante de santé s'élève à 168,1 milliards d'euros. Elle représente 10,79 % du PIB, soit une augmentation de 0,46 point par rapport à 2002.

Le tableau 33 réserve une place apparemment faible aux dépenses de prévention (2,3 % en 2003, pourcentage presque identique à celui des années antérieures). La notion de prévention retenue ici est pourtant plus large que celle décrite au tableau 32 (Consommation de médecine préventive) qui ne cerne que les dépenses statistiquement isolables.

On trouvera en annexe III, page 69 une description des dépenses de prévention prises en compte, qui ajoute à la consommation de médecine préventive, les missions de santé publique à caractère général.

Le tableau 34 présente l'évolution et la structure de la dépense courante de santé depuis 2001. Sa hausse en valeur est de +6,5 % en 2003, rythme légèrement supérieur à celui de 2002 (+6,3 %). Son évolution est essentiellement liée à celle de la consommation de soins et de biens médicaux qui en représente la majeure part : 86,4 %.

tableau 33 ● dépense courante de santé (en valeur)

	Montants 2003 (en millions d'euros)	Structure (en %)
DÉPENSES POUR LES MALADES	157 640	93,8
• Soins et biens médicaux*	145 227	86,4
• Aides aux malades	10 492	6,2
• Subventions au système de soins	1 921	1,1
DÉPENSES DE PRÉVENTION	3 879	2,3
DÉPENSES EN FAVEUR DU SYSTÈME DE SOINS	7 388	4,4
• Recherche	6 611	3,9
• Formation	776	0,5
DÉPENSES DE GESTION GÉNÉRALE	2 934	1,7
DOUBLE COMPTE**	-3 758	-2,2
DÉPENSES COURANTES DE SANTÉ	168 084	100,0
PRODUIT INTÉRIEUR BRUT (P.I.B.)	1 557 200	

* La différence entre cette évaluation et celle du tableau 1 concerne l'hôpital public ; le tableau 1 évalue la consommation de soins, alors que le tableau ci-dessus retrace l'ensemble des financements.

** Dépenses de recherche pharmaceutique financées en partie par la vente des médicaments et par les dépenses de recherche clinique des hôpitaux financées par la dotation globale.

Source : Drees

tableau 34 ● évolution et structure de la dépense courante de santé (en valeur)

	Évolution annuelle (en %)			Structure (en %)		
	2001	2002	2003	2001	2002	2003
DÉPENSES POUR LES MALADES	5,6	6,3	6,8	93,5	93,5	93,8
• Soins et biens médicaux	5,5	6,1	6,6	86,5	86,5	86,4
DÉPENSES DE PRÉVENTION	3,6	5,3	5,1	2,4	2,4	2,3
DÉPENSES EN FAVEUR DU SYSTÈME DE SOINS	2,6	10,5	5,8	4,4	4,3	4,4
• Recherche	2,6	11,2	6,4	3,9	3,8	3,9
DÉPENSES DE GESTION GÉNÉRALE	5,5	4,2	4,2	1,8	1,8	1,7
DOUBLE COMPTE	-	-	-	-2,1	-2,0	-2,2
DÉPENSES COURANTES DE SANTÉ	5,6	6,3	6,5	100,0	100,0	100,0
PRODUIT INTÉRIEUR BRUT (P.I.B.)	3,9	3,5	2,0			

Source : Drees, Insee

2^{ème} partie

LE FINANCEMENT DE LA DÉPENSE DE SOINS ET DE BIENS MÉDICAUX

*Le financement de cette partie de la dépense de santé
est alloué aux prestataires de soins⁴
et aux distributeurs de biens médicaux⁵.
Il comprend les dépenses de l'Assurance maladie,
de l'État et des collectivités locales, des mutuelles,
institutions de prévoyance et sociétés d'assurance
ainsi que celles des ménages.*

*Le taux de couverture des dépenses par la Sécurité sociale
se mesure par le rapport entre les remboursements
des régimes sociaux et l'ensemble de la dépense
pour chaque catégorie de soins et de biens médicaux
(remboursables et non remboursables).*

4 - Hôpitaux, cabinets libéraux, laboratoires d'analyses.
5 - Officines pharmaceutiques et autres distributeurs de biens médicaux.

LA COUVERTURE MALADIE UNIVERSELLE COMPLÉMENTAIRE dans les Comptes nationaux de la santé

La Couverture maladie universelle (CMU) complémentaire, entrée en vigueur le 1^{er} janvier 2000, est un dispositif en faveur des ménages à revenus modestes qui permet une prise en charge plus complète que celle assurée par les régimes de base d'assurance maladie.

La CMU complémentaire s'est substituée à l'aide médicale gratuite financée par les conseils généraux. Son fonctionnement associe de façon complexe les régimes d'assurance maladie et les organismes dispensant des couvertures complémentaires maladie.

Le « Fonds CMU » assure le financement de la protection complémentaire en cas de maladie. Son traitement dans les tableaux de financement des Comptes nationaux de la santé est décrit ci-dessous.

Les bénéficiaires de la CMU complémentaire peuvent recevoir leurs remboursements, sur option de leur part, soit de leur caisse primaire d'assurance maladie, soit d'un organisme de couverture complémentaire maladie participant à la CMU.

Le Fonds CMU est chargé de financer ces organismes à hauteur des coûts engendrés par la CMU. Il dispose à cette fin de deux ressources :

- une dotation du budget de l'État ;
- le produit d'une contribution au taux de 1,75 % sur l'ensemble des contrats de couverture complémentaire maladie.

Le Fonds CMU rembourse les organismes du coût de la CMU complémentaire selon les modalités suivantes :

- les dépenses engagées au titre de la CMU par les régimes d'assurance maladie sont remboursées pour leur coût exact ;
- les dépenses des organismes complémentaires sont couvertes, sur une base forfaitaire, à raison de 283 euros par an et par bénéficiaire en 2003. Ce montant vient en déduction de celui dû au titre de la contribution de 1,75 % ;
- Cependant, quelques organismes complémentaires ont un montant total de contribution de 1,75 % inférieur à la base forfaitaire de prise en charge (nombre de bénéficiaires multiplié par 283 euros en 2003). Dans ce cas le Fonds CMU rembourse la différence aux organismes concernés.

Le traitement de la CMU complémentaire dans les Comptes nationaux de la santé ne vise pas à décrire l'ensemble complexe de ces circuits financiers, mais simplement à identifier les financeurs directs des dépenses de santé. Ainsi, les dépenses au titre de la CMU complémentaire sont-elles incluses dans deux colonnes du tableau de financement des Comptes de la santé (cf. tableaux détaillés pages 84 à 97) :

- les remboursements du Fonds CMU aux organismes de base d'assurance maladie figurent dans la colonne « État, collectivités locales et CMU », soit 1 200 millions d'euros en 2003 en dates de soins (1 177 en dates de remboursement) ;
- les prestations versées aux bénéficiaires de la CMU complémentaire figurent dans les colonnes « mutuelles », « sociétés d'assurance » et « institutions de prévoyance ». Elles ne peuvent être isolées du montant total de leurs prestations. Celui-ci est, en effet, estimé globalement à l'aide de l'enquête « État statistique annuel relatif aux groupements mutualistes ayant plus de 3 500 personnes protégées et/ou gérant une œuvre sociale ».

Le tableau suivant donne le compte simplifié du Fonds CMU pour l'année 2003.
(en millions d'euros)

Charges		Produits	
Paiements aux régimes de base	1 177	Dotation de l'État	970
Paiements aux régimes complémentaires	59	Contribution des organismes complémentaires	234
Provisions	157	Reprises sur provisions	190
Gestion administrative	1		
Total des charges	1 394	Total des produits	1 394

Source : Fonds CMU

I • structure de financement de la dépense courante de soins et de biens médicaux

La part de la Sécurité sociale dans la couverture de l'ensemble des dépenses de soins et de biens médicaux progresse de 2000 à 2003. Elle atteint 75,8 % soit 0,4 point de plus qu'en 2000 et retrouve ainsi son niveau de 1995. Cette augmentation est la résultante de deux tendances de sens inverse : la déformation de la structure de la consommation vers les soins et biens médicaux moins bien remboursés (optique et prothèses dentaires) et la croissance du nombre de patients atteints d'une Affection de longue durée (ALD prise en charge à 100 %) dont l'incidence est encore plus prononcée.

Les Comptes de l'année 2003 confirment la poursuite des autres tendances, caractérisées par la diminution de la part du financement laissée à la charge directe des ménages. Les contributions des assurances, institutions de prévoyance et mutuelles se stabilisent.

tableau 35 ● structure de financement de la dépense courante de soins et de biens médicaux

	1990	1995	2000	2001	2002	2003
						En %
Sécurité sociale	76,1	75,7	75,4	75,4	75,6	75,8
État, collectivités locales	1,1	1,1	1,2	1,3	1,2	1,2
Mutuelles	6,1	6,9	7,2	7,1	7,0	7,0
Sociétés d'assurance	16,7	3,1	2,6	2,6	2,7	2,8
Institutions de prévoyance		1,5	2,2	2,4	2,5	2,5
Ménages		11,7	11,4	11,3	11,0	10,9
TOTAL	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0

Source : Drees

II • structure de financement de l'hôpital et des sections médicalisées

La part de la Sécurité sociale dans le financement du secteur hospitalier est la plus élevée de tous les postes de dépenses de soins et biens médicaux. Elle augmente de 0,2 point en 2003.

Dans le secteur public hospitalier, la dotation globale évolue plus rapidement que les recettes du forfait journalier et du ticket modérateur. Ces évolutions différenciées découlent de la diminution du nombre de journées d'hospitalisation.

Dans le secteur privé, la stabilité du forfait journalier et la moindre progression du montant des honoraires accentue la part des frais de séjour. Ceci augmente le taux de couverture de la Sécurité sociale.

tableau 36 ● structure de financement de l'hôpital et des sections médicalisées

	En %					
	1990	1995	2000	2001	2002	2003
Sécurité sociale	90,8	91,6	91,2	91,2	91,2	91,4
État, collectivités locales ou CMU	1,4	1,1	1,1	1,2	1,2	1,2
Mutuelles	1,7	2,1	2,2	2,1	2,1	2,0
Sociétés d'assurance	6,2	0,7	0,7	0,8	0,9	0,9
Institutions de prévoyance		0,4	0,8	0,8	0,9	0,9
Ménages		4,2	3,9	3,8	3,7	3,6
TOTAL	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0

Source : Drees

III • structure de financement des prestataires de soins ambulatoires

La part versée par la Sécurité sociale diminue de 0,1 point en 2002 mais progresse de 0,2 point en 2003 alors que la participation directe des ménages se stabilise. La diminution observée en 2002 provient en partie de l'augmentation du nombre et du montant des dépassements pratiqués par les médecins. En 2003, la part des dépassements dans l'ensemble des honoraires se stabilise au niveau de 2002, soit un point de plus que les années antérieures. Les soins des infirmiers, en 2003, expliquent l'essentiel de l'augmentation du taux de couverture (augmentation des SSIAD et des hospitalisations à domicile).

tableau 37 ● structure de financement des prestataires de soins ambulatoires
(médecins, dentistes, auxiliaires médicaux, laboratoires et cures thermales)

	En %					
	1990	1995	2000	2001	2002	2003
• Sécurité sociale	64,8	63,5	63,9	64,1	64,0	64,2
• État, collectivités locales et CMU	0,8	1,1	1,2	1,4	1,3	1,2
• Mutuelles	10,0	11,5	11,9	11,6	11,4	11,1
• Sociétés d'assurance	24,4	5,9	4,7	4,6	4,7	5,0
• Institutions de prévoyance		2,9	3,7	4,3	4,2	4,1
• Ménages		15,1	14,6	14,0	14,3	14,3
TOTAL	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0

Source : Drees

IV • structure de financement des distributeurs de biens médicaux

De 1995 à 2003, le taux de remboursement moyen des biens médicaux par la Sécurité sociale a augmenté de 5,1 points. Entre 2001 et 2003, la progression est de 1,4 point.

Ces évolutions notables s'expliquent en partie par un glissement de la consommation vers les médicaments les mieux remboursés. Il s'y ajoute un accroissement continu du poids relatif des remboursements à 100 % réservés pour l'essentiel aux Affections de longue durée (ALD). Ceux-ci représentent en 2003 plus de la moitié des médicaments remboursés par les régimes de base.

Enfin, au sein des autres biens médicaux, seule la part des petits matériels et pansements dans les dépenses de prestations augmente. Son taux moyen de couverture par la Sécurité sociale est de 88,6 % contre 67,0 % pour le prothèses et 4,1 % pour l'optique. C'est donc un effet de structure qui porte le taux de remboursement de l'ensemble du poste « autres biens médicaux » de 45,9 % à 48,6 %, la part prise par la Sécurité sociale dans le financement augmentant ainsi de 2,7 points entre 2002 et 2003.

tableau 38 ● structure de financement des distributeurs de biens médicaux (médicaments, optiques, prothèses, orthèses, véhicules pour handicapés, petits matériels et pansements)

	En %					
	1990	1995	2000	2001	2002	2003
• Sécurité sociale	55,8	54,9	57,9	58,6	59,7	60,0
• État, collectivités locales	0,8	1,0	1,2	1,3	1,1	1,0
• Mutuelles	11,6	12,0	11,6	11,2	11,4	11,4
• Sociétés d'assurance	31,7	5,1	3,9	3,7	3,7	3,8
• Institutions de prévoyance		2,6	3,4	3,4	3,5	3,6
• Ménages		24,4	21,9	21,8	20,6	20,1
TOTAL	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0

Source : Drees

annexes

I • LA DÉPENSE NATIONALE DE SANTÉ DANS LES PAYS DE L'OCDE.....	51
II • LES COMPTES DU SECTEUR PUBLIC HOSPITALIER DE 1990 À 2003.....	53
III • MÉDECINE PRÉVENTIVE, DÉPISTAGE ET AUTRES MISSIONS DE SANTÉ PUBLIQUE.....	69
IV • LES DÉPENSES DE RECHERCHE MÉDICALE ET PHARMACEUTIQUES.....	71
V • LA GESTION GÉNÉRALE DE LA SANTÉ.....	73

LA DÉPENSE NATIONALE DE SANTÉ DANS LES PAYS DE L'OCDE

La dépense nationale de santé est l'agrégat utilisé pour les comparaisons au sein des pays de l'Organisation de coopération et de développement économique (OCDE) : elle est évaluée à partir de la dépense courante de santé en défalquant les indemnités journalières, les dépenses de recherche et de formation médicales et en ajoutant la formation brute de capital fixe du secteur hospitalier public.

Dans ce cadre harmonisé, et sur des données provisoires, l'OCDE évalue à 9,7 % la part de la dépense nationale de santé dans le PIB de la France en 2002. Les données semi-définitives établies pour l'année 2002 dans les présents Comptes de la santé confirment ce ratio.

Ces dernières données, relatives à l'année 2002, situent la France au cinquième rang derrière les États-Unis (14,6 %), la Suisse (11,2 %), l'Allemagne (10,9 %) et l'Islande (9,9 %). La part des dépenses de santé de la France dans le PIB croît au total de 1,1 point de PIB entre 1990 et 2002. De ce point de vue, elle se place au dixième rang des vingt quatre pays de l'OCDE recensés aux deux dates. La France est ainsi au même niveau que les Pays-Bas et assez loin derrière les États-Unis (hausse de 2,7 points), la Grèce (hausse de 2,9 points) ou le Portugal (hausse de 3,1 points).

part de la dépense nationale de santé dans le PIB

	en %									
	1990	1995	1996	1997	1998	1999	2000	2001	2002	
Allemagne	10,2	10,6	10,9	10,7	10,6	10,6	10,6	10,8	10,9	
Australie	8,2	8,2	8,4	8,5	8,6	8,8	9,0	9,1		
Autriche	7,9	8,2	8,3	7,6	7,7	7,8	7,7	7,6	7,7	
Belgique	7,9	8,7	8,9	8,6	8,6	8,7	8,8	9,0	9,1	
Canada	9,5	9,2	9,0	8,9	9,2	9,0	8,9	9,4	9,6	
Corée	4,4	4,4	4,6	4,7	4,8	5,0	5,1	5,9		
Danemark	8,5	8,2	8,3	8,2	8,4	8,5	8,4	8,6	8,8	
Espagne	7,4	7,6	7,6	7,5	7,5	7,5	7,5	7,5	7,6	
Etats-Unis	13,2	13,3	13,2	13,0	13,0	13,0	13,1	13,9	14,6	
Finlande	7,7	7,5	7,6	7,3	6,9	6,9	6,7	7,0	7,3	
France	9,4	9,5	9,5	9,4	9,3	9,3	9,3	9,4	9,7	
Grèce	9,7	9,6	9,6	9,4	9,4	9,6	9,7	9,4	9,5	
Hongrie	8,3	7,5	7,2	7,0	7,3	7,4	7,1	7,4	7,8	
Irlande	7,0	6,8	6,6	6,4	6,2	6,3	6,4	6,9	7,3	
Islande	8,3	8,4	8,4	8,1	8,6	9,4	9,2	9,2	9,9	
Italie	7,8	7,4	7,5	7,7	7,7	7,8	8,1	8,3	8,5	
Japon	6,7	6,8	7,0	6,9	7,2	7,4	7,6	7,8		
Luxembourg	6,1	6,4	6,4	5,9	5,8	6,2	5,5	5,9	6,2	
Mexique	5,8	5,6	5,1	5,3	5,4	5,6	5,6	6,0	6,1	
Norvège	7,9	7,9	7,9	7,8	8,5	8,5	7,7	8,1	8,7	
Nouvelle-Zélande	7,2	7,2	7,2	7,4	7,9	7,8	7,9	8,0	8,5	
Pays-Bas	8,4	8,4	8,3	8,2	8,1	8,2	8,2	8,5	9,1	
Pologne	5,6	5,6	6,0	5,7	6,0	5,9	5,7	6,0	6,1	
Portugal	7,3	8,2	8,4	8,5	8,4	8,7	9,2	9,3	9,3	
Royaume-Uni	7,0	7,0	7,0	6,8	6,9	7,2	7,3	7,5	7,7	
République Slovaque				5,8	5,7	5,8	5,5	5,6	5,7	
République Tchèque	7,3	7,3	7,1	7,1	7,1	7,1	7,1	7,3	7,4	
Suisse	9,5	9,7	10,1	10,2	10,3	10,5	10,4	10,9	11,2	
Suède	8,2	8,1	8,4	8,2	8,3	8,4	8,4	8,8	9,2	
Turquie	3,6	3,4	3,9	4,2	4,8	6,4	6,6			

Copyright ECO-SANTÉ OCDE 2003 1^{ère} édition.

LES COMPTES DU SECTEUR PUBLIC HOSPITALIER DE 1990 À 2003

Les Comptes du secteur public hospitalier sont établis chaque année.

Ils sont cohérents avec les agrégats des Comptes de la santé :

- la consommation médicale totale ;
- la dépense courante de santé.

Ils sont intégrés dans les Comptes nationaux présentés à la Commission des Comptes de la nation.

Les comptes de 1990 à 2001 sont des comptes définitifs.

Les comptes des années 2002 et 2003 seront corrigés au cours des deux années qui viennent, au fur et à mesure de la disponibilité de nouvelles données statistiques. Ils seront présentés, ainsi que les années antérieures dans la nouvelle base des Comptes nationaux, la base 2000.

1^{er} groupe : comptes de production / exploitation

en millions d'euros

EMPLOIS	1990	RESSOURCES	1990
• Consommation intermédiaire	8 119	• Prestations de services non marchands	28 626
• Valeur ajoutée brute	24 342	- dont paiements partiels	3 006
TOTAL EMPLOIS	32 461	• Ventes	3 835
		PRODUCTION SECTEUR HOSPITALIER	32 461
• Décomposition de la valeur ajoutée :			
- salaire et traitements bruts	15 960		
- charges sociales	5 440		
- impôts sur la production	1 710		
- dotation aux amortissements (immobilisations)	1 232		

2^{ème} groupe : comptes d'affectation et d'utilisation des revenus

en millions d'euros

EMPLOIS	1990	RESSOURCES	1990
• Transferts courants et divers	698	• Dotations aux amortissements (immobilisations)	1 232
• Intérêts versés	617	• Dotation globale	27 176
• Primes d'assurance-dommage	87	• Transferts courants divers	34
• Dépenses d'exploitation non couvertes par les recettes propres	25 620	• Conventions internationales	144
• Solde : épargne	1 590	• Intérêts reçus	26
TOTAL EMPLOIS	28 611	TOTAL RESSOURCES	28 611

compte de capital

en millions d'euros

EMPLOIS	1990	RESSOURCES	1990
• Formation brute de capital fixe	2 158	• Épargne (reprise du solde précédent)	1 590
• Solde :	-325	• Aide à l'investissement	243
- capacité (+) de financement			
- ou besoin (-) de financement			
TOTAL EMPLOIS	1 833	TOTAL RESSOURCES	1 833

1^{er} groupe : comptes de production / exploitation

en millions d'euros

EMPLOIS	1991	RESSOURCES	1991
• Consommation intermédiaire	8 629	• Prestations de services non marchands - dont paiements partiels	30 263 3 113
• Valeur ajoutée brute	25 724	• Ventes	4 090
TOTAL EMPLOIS	34 353	PRODUCTION SECTEUR HOSPITALIER	34 353
• Décomposition de la valeur ajoutée : - salaire et traitements bruts	16 806		
- charges sociales	5 725		
- impôts sur la production	1 819		
- dotation aux amortissements (immobilisations)	1 374		

2^{ème} groupe : comptes d'affectation et d'utilisation des revenus

en millions d'euros

EMPLOIS	1991	RESSOURCES	1991
• Transferts courants et divers	733	• Dotations aux amortissements (immobilisations)	1 374
• Intérêts versés	680	• Dotation globale	28 589
• Primes d'assurance-dommage	91	• Transferts courants divers	35
• Dépenses d'exploitation non couvertes par les recettes propres	27 150	• Conventions internationales	152
• Solde : épargne	1 523	• Intérêts reçus	27
TOTAL EMPLOIS	30 177	TOTAL RESSOURCES	30 177

compte de capital

en millions d'euros

EMPLOIS	1991	RESSOURCES	1991
• Formation brute de capital fixe	2 458	• Épargne (reprise du solde précédent)	1 523
• Solde : - capacité (+) de financement - ou besoin (-) de financement	-660	• Aide à l'investissement	275
TOTAL EMPLOIS	1 798	TOTAL RESSOURCES	1 798

1^{er} groupe : comptes de production / exploitation

en millions d'euros

EMPLOIS	1992	RESSOURCES	1992
• Consommation intermédiaire	8 971	• Prestations de services non marchands - dont paiements partiels	32 301 3 269
• Valeur ajoutée brute	27 671	• Ventas	4 341
TOTAL EMPLOIS	36 642	PRODUCTION SECTEUR HOSPITALIER	36 642
• Décomposition de la valeur ajoutée :			
- salaire et traitements bruts	18 118		
- charges sociales	6 096		
- impôts sur la production	1 965		
- dotation aux amortissements (immobilisations)	1 492		

2^{ème} groupe : comptes d'affectation et d'utilisation des revenus

en millions d'euros

EMPLOIS	1992	RESSOURCES	1992
• Transferts courants et divers	779	• Dotations aux amortissements (immobilisations)	1 492
• Intérêts versés	708	• Dotation globale	30 545
• Primes d'assurance-dommages	95	• Transferts courants divers	37
• Dépenses d'exploitation non couvertes par les recettes propres	29 032	• Conventions internationales	171
• Solde : épargne	1 659	• Intérêts reçus	27
TOTAL EMPLOIS	32 272	TOTAL RESSOURCES	32 272

compte de capital

en millions d'euros

EMPLOIS	1992	RESSOURCES	1992
• Formation brute de capital fixe	2 711	• Épargne (reprise du solde précédent)	1 659
• Solde :	-747	• Aide à l'investissement	305
- capacité (+) de financement			
- ou besoin (-) de financement			
TOTAL EMPLOIS	1 964	TOTAL RESSOURCES	1 964

1^{er} groupe : comptes de production / exploitation

en millions d'euros

EMPLOIS	1993	RESSOURCES	1993
• Consommation intermédiaire	10 091	• Prestations de services non marchands - dont paiements partiels	34 267 3 286
• Valeur ajoutée brute	29 205	• Ventes	5 029
TOTAL EMPLOIS	39 296	PRODUCTION SECTEUR HOSPITALIER	39 296
• Décomposition de la valeur ajoutée :			
- salaire et traitements bruts	19 047		
- charges sociales	6 394		
- impôts sur la production	2 086		
- dotation aux amortissements (immobilisations)	1 678		

2^{ème} groupe : comptes d'affectation et d'utilisation des revenus

en millions d'euros

EMPLOIS	1993	RESSOURCES	1993
• Transferts courants et divers	738	• Dotations aux amortissements (immobilisations)	1 678
• Intérêts versés	677	• Dotation globale	32 550
• Primes d'assurance-dommages	103	• Transferts courants divers	367
• Dépenses d'exploitation non couvertes par les recettes propres	30 981	• Conventions internationales	158
• Solde : épargne	2 285	• Intérêts reçus	30
TOTAL EMPLOIS	34 784	TOTAL RESSOURCES	34 784

compte de capital

en millions d'euros

EMPLOIS	1993	RESSOURCES	1993
• Formation brute de capital fixe	2 856	• Épargne (reprise du solde précédent)	2 285
• Solde :	-378	• Aide à l'investissement	193
- capacité (+) de financement			
- ou besoin (-) de financement			
TOTAL EMPLOIS	2 478	TOTAL RESSOURCES	2 478

1^{er} groupe : comptes de production / exploitation

en millions d'euros

EMPLOIS	1994	RESSOURCES	1994
• Consommation intermédiaire	10 386	• Prestations de services non marchands	35 778
• Valeur ajoutée brute	30 632	- dont paiements partiels	3 451
TOTAL EMPLOIS	41 018	• Ventes	5 240
		PRODUCTION SECTEUR HOSPITALIER	41 018
• Décomposition de la valeur ajoutée :			
- salaire et traitements bruts	19 928		
- charges sociales	6 695		
- impôts sur la production	2 216		
- dotation aux amortissements (immobilisations)	1 793		

2^{ème} groupe : comptes d'affectation et d'utilisation des revenus

en millions d'euros

EMPLOIS	1994	RESSOURCES	1994
• Transferts courants et divers	667	• Dotations aux amortissements (immobilisations)	1 793
• Intérêts versés	671	• Dotation globale	33 939
• Primes d'assurance-dommage	123	• Transferts courants divers	324
• Dépenses d'exploitation non couvertes par les recettes propres	32 327	• Conventions internationales	148
• Solde : épargne	2 445	• Intérêts reçus	28
TOTAL EMPLOIS	36 232	TOTAL RESSOURCES	36 232

compte de capital

en millions d'euros

EMPLOIS	1994	RESSOURCES	1994
• Formation brute de capital fixe	2 904	• Épargne (reprise du solde précédent)	2 445
• Solde :	-181	• Aide à l'investissement	278
- capacité (+) de financement			
- ou besoin (-) de financement			
TOTAL EMPLOIS	2 723	TOTAL RESSOURCES	2 723

1^{er} groupe : comptes de production / exploitation

en millions d'euros

EMPLOIS	1995	RESSOURCES	1995
• Consommation intermédiaire	10 709	• Prestations de services non marchands	37 708
• Valeur ajoutée brute	32 503	- dont paiements partiels	3 590
		• Ventes	5 504
TOTAL EMPLOIS	43 212	PRODUCTION SECTEUR HOSPITALIER	43 212
• Décomposition de la valeur ajoutée :			
- salaire et traitements bruts	20 826		
- charges sociales	7 424		
- impôts sur la production	2 369		
- dotation aux amortissements (immobilisations)	1 884		

2^{ème} groupe : comptes d'affectation et d'utilisation des revenus

en millions d'euros

EMPLOIS	1995	RESSOURCES	1995
• Transferts courants et divers	684	• Dotations aux amortissements (immobilisations)	1 884
• Intérêts versés	669	• Dotation globale	35 854
• Primes d'assurance-dommage	133	• Transferts courants divers	441
• Dépenses d'exploitation non couvertes par les recettes propres	34 119	• Conventions internationales	146
• Solde : épargne	2 746	• Intérêts reçus	25
TOTAL EMPLOIS	38 351	TOTAL RESSOURCES	38 351

compte de capital

en millions d'euros

EMPLOIS	1995	RESSOURCES	1995
• Formation brute de capital fixe	2 855	• Épargne (reprise du solde précédent)	2 746
• Solde :	163	• Aide à l'investissement	272
- capacité (+) de financement			
- ou besoin (-) de financement			
TOTAL EMPLOIS	3 018	TOTAL RESSOURCES	3 018

1^{er} groupe : comptes de production / exploitation

en millions d'euros

EMPLOIS	1996	RESSOURCES	1996
• Consommation intermédiaire	10 859	• Prestations de services non marchands	38 854
• Valeur ajoutée brute	33 496	- dont paiements partiels	3 848
TOTAL EMPLOIS	44 355	• Ventes	5 501
		PRODUCTION SECTEUR HOSPITALIER	44 355
• Décomposition de la valeur ajoutée :			
- salaire et traitements bruts	21 432		
- charges sociales	7 619		
- impôts sur la production	2 450		
- dotation aux amortissements (immobilisations)	1 995		

2^{ème} groupe : comptes d'affectation et d'utilisation des revenus

en millions d'euros

EMPLOIS	1996	RESSOURCES	1996
• Transferts courants et divers	735	• Dotations aux amortissements (immobilisations)	1 995
• Intérêts versés	655	• Dotation globale	36 625
• Primes d'assurance-dommage	150	• Transferts courants divers	463
• Dépenses d'exploitation non couvertes par les recettes propres	35 006	• Conventions internationales	124
• Solde : épargne	2 687	• Intérêts reçus	27
TOTAL EMPLOIS	39 234	TOTAL RESSOURCES	39 234

compte de capital

en millions d'euros

EMPLOIS	1996	RESSOURCES	1996
• Formation brute de capital fixe	2 985	• Épargne (reprise du solde précédent)	2 687
• Solde :	-39	• Aide à l'investissement	259
- capacité (+) de financement			
- ou besoin (-) de financement			
TOTAL EMPLOIS	2 946	TOTAL RESSOURCES	2 946

1^{er} groupe : comptes de production / exploitation

en millions d'euros

EMPLOIS	1997	RESSOURCES	1997
• Consommation intermédiaire	11 056	• Prestations de services non marchands	39 269
• Valeur ajoutée brute	33 945	- dont paiements partiels	3 919
TOTAL EMPLOIS	45 001	• Ventes	5 732
		PRODUCTION SECTEUR HOSPITALIER	45 001
• Décomposition de la valeur ajoutée :			
- salaire et traitements bruts	21 802		
- charges sociales	7 728		
- impôts sur la production	2 328		
- dotation aux amortissements (immobilisations)	2 087		

2^{ème} groupe : comptes d'affectation et d'utilisation des revenus

en millions d'euros

EMPLOIS	1997	RESSOURCES	1997
• Transferts courants et divers	752	• Dotations aux amortissements (immobilisations)	2 087
• Intérêts versés	611	• Dotation globale	37 057
• Primes d'assurance-dommage	129	• Transferts courants divers	440
• Dépenses d'exploitation		• Conventions internationales	127
non couvertes par les recettes propres	35 350	• Intérêts reçus	24
• Solde : épargne	2 893	TOTAL RESSOURCES	39 736
TOTAL EMPLOIS	39 736		

compte de capital

en millions d'euros

EMPLOIS	1997	RESSOURCES	1997
• Formation brute de capital fixe	2 783	• Épargne (reprise du solde précédent)	2 893
• Solde :	362	• Aide à l'investissement	252
- capacité (+) de financement			
- ou besoin (-) de financement			
TOTAL EMPLOIS	3 145	TOTAL RESSOURCES	3 145

1^{er} groupe : comptes de production / exploitation

en millions d'euros

EMPLOIS	1998	RESSOURCES	1998
• Consommation intermédiaire	11 494	• Prestations de services non marchands	41 040
• Valeur ajoutée brute	35 523	- dont paiements partiels	3 959
TOTAL EMPLOIS	47 017	• Ventes	5 977
		PRODUCTION SECTEUR HOSPITALIER	47 017
• Décomposition de la valeur ajoutée :			
- salaire et traitements bruts	22 807		
- charges sociales	8 066		
- impôts sur la production	2 448		
- dotation aux amortissements (immobilisations)	2 203		

2^{ème} groupe : comptes d'affectation et d'utilisation des revenus

en millions d'euros

EMPLOIS	1998	RESSOURCES	1998
• Transferts courants et divers	753	• Dotations aux amortissements (immobilisations)	2 203
• Intérêts versés	578	• Dotation globale	38 548
• Primes d'assurance-dommage	132	• Transferts courants divers	463
• Dépenses d'exploitation non couvertes par les recettes propres	37 081	• Conventions internationales	133
• Solde : épargne	2 823	• Intérêts reçus	21
TOTAL EMPLOIS	41 368	TOTAL RESSOURCES	41 368

compte de capital

en millions d'euros

EMPLOIS	1998	RESSOURCES	1998
• Formation brute de capital fixe	2 862	• Épargne (reprise du solde précédent)	2 823
• Solde :	93	• Aide à l'investissement	131
- capacité (+) de financement			
- ou besoin (-) de financement			
TOTAL EMPLOIS	2 955	TOTAL RESSOURCES	2 955

1^{er} groupe : comptes de production / exploitation

en millions d'euros

EMPLOIS	1999	RESSOURCES	1999
• Consommation intermédiaire	11 962	• Prestations de services non marchands	42 209
• Valeur ajoutée brute	36 637	- dont paiements partiels	3 965
		• Ventes	6 390
TOTAL EMPLOIS	48 599	PRODUCTION SECTEUR HOSPITALIER	48 599
• Décomposition de la valeur ajoutée :			
- salaire et traitements bruts	23 483		
- charges sociales	8 328		
- impôts sur la production	2 548		
- dotation aux amortissements (immobilisations)	2 278		

2^{ème} groupe : comptes d'affectation et d'utilisation des revenus

en millions d'euros

EMPLOIS	1999	RESSOURCES	1999
• Transferts courants et divers	824	• Dotations aux amortissements (immobilisations)	2 278
• Intérêts versés	532	• Dotation globale	39 461
• Primes d'assurance-dommage	101	• Transferts courants divers	525
• Dépenses d'exploitation non couvertes par les recettes propres	38 244	• Conventions internationales	127
• Solde : épargne	2 709	• Intérêts reçus	19
TOTAL EMPLOIS	42 411	TOTAL RESSOURCES	42 411

compte de capital

en millions d'euros

EMPLOIS	1999	RESSOURCES	1999
• Formation brute de capital fixe	3 005	• Épargne (reprise du solde précédent)	2 709
• Solde :	-166	• Aide à l'investissement	130
- capacité (+) de financement			
- ou besoin (-) de financement			
TOTAL EMPLOIS	2 839	TOTAL RESSOURCES	2 839

1^{er} groupe : comptes de production / exploitation

en millions d'euros

EMPLOIS	2000	RESSOURCES	2000
• Consommation intermédiaire	12 301	• Prestations de services non marchands	43 727
• Valeur ajoutée brute	38 144	- dont paiements partiels	4 071
		• Ventes	6 718
TOTAL EMPLOIS	50 445	PRODUCTION SECTEUR HOSPITALIER	50 445
• Décomposition de la valeur ajoutée :			
- salaire et traitements bruts	24 365		
- charges sociales	8 723		
- impôts sur la production	2 672		
- dotation aux amortissements (immobilisations)	2 384		

2^{ème} groupe : comptes d'affectation et d'utilisation des revenus

en millions d'euros

EMPLOIS	2000	RESSOURCES	2000
• Transferts courants et divers	764	• Dotations aux amortissements (immobilisations)	2 384
• Intérêts versés	537	• Dotation globale	40 843
• Primes d'assurance-dommage	112	• Transferts courants divers	762
• Dépenses d'exploitation		• Conventions internationales	131
non couvertes par les recettes propres	39 656	• Intérêts reçus	19
• Solde : épargne	3 070		
TOTAL EMPLOIS	44 140	TOTAL RESSOURCES	44 140

compte de capital

en millions d'euros

EMPLOIS	2000	RESSOURCES	2000
• Formation brute de capital fixe	3 074	• Épargne (reprise du solde précédent)	3 070
• Solde :	138	• Aide à l'investissement	142
- capacité (+) de financement			
- ou besoin (-) de financement			
TOTAL EMPLOIS	3 212	TOTAL RESSOURCES	3 212

1^{er} groupe : comptes de production / exploitation

en millions d'euros

EMPLOIS	2001	RESSOURCES	2001
• Consommation intermédiaire	13 113	• Prestations de services non marchands - dont paiements partiels	45 600 4 122
• Valeur ajoutée brute	39 751	• Ventes	7 264
TOTAL EMPLOIS	52 864	PRODUCTION SECTEUR HOSPITALIER	52 864
• Décomposition de la valeur ajoutée :			
- salaire et traitements bruts	25 372		
- charges sociales	9 120		
- impôts sur la production	2 774		
- dotation aux amortissements (immobilisations)	2 485		

2^{ème} groupe : comptes d'affectation et d'utilisation des revenus

en millions d'euros

EMPLOIS	2001	RESSOURCES	2001
• Transferts courants et divers	752	• Dotations aux amortissements (immobilisations)	2 485
• Intérêts versés	532	• Dotation globale	42 563
• Primes d'assurance-dommage	111	• Transferts courants divers	799
• Dépenses d'exploitation non couvertes par les recettes propres	41 478	• Conventions internationales	125
• Solde : épargne	3 120	• Intérêts reçus	20
TOTAL EMPLOIS	45 992	TOTAL RESSOURCES	45 992

compte de capital

en millions d'euros

EMPLOIS	2001	RESSOURCES	2001
• Formation brute de capital fixe	3 071	• Épargne (reprise du solde précédent)	3 120
• Solde :	201	• Aide à l'investissement	152
- capacité (+) de financement			
- ou besoin (-) de financement			
TOTAL EMPLOIS	3 272	TOTAL RESSOURCES	3 272

1^{er} groupe : comptes de production / exploitation

en millions d'euros

EMPLOIS	2002	RESSOURCES	2002
• Consommation intermédiaire	14 132	• Prestations de services non marchands	48 476
• Valeur ajoutée brute	42 645	- dont paiements partiels	4 359
		• Ventes	8 300
TOTAL EMPLOIS	56 776	PRODUCTION SECTEUR HOSPITALIER	56 776
• Décomposition de la valeur ajoutée :			
- salaire et traitements bruts	27 277		
- charges sociales	9 845		
- impôts sur la production	2 988		
- dotation aux amortissements (immobilisations)	2 535		

2^{ème} groupe : comptes d'affectation et d'utilisation des revenus

en millions d'euros

EMPLOIS	2002	RESSOURCES	2002
• Transferts courants et divers	916	• Dotations aux amortissements (immobilisations)	2 535
• Intérêts versés	498	• Dotation globale	45 003
• Primes d'assurance-dommage	115	• Transferts courants divers	1 196
• Dépenses d'exploitation		• Conventions internationales	127
non couvertes par les recettes propres	44 117	• Intérêts reçus	20
• Solde : épargne	3 235		
TOTAL EMPLOIS	48 882	TOTAL RESSOURCES	48 882

compte de capital

en millions d'euros

EMPLOIS	2002	RESSOURCES	2002
• Formation brute de capital fixe	3 361	• Épargne (reprise du solde précédent)	3 235
• Solde :	44	• Aide à l'investissement	170
- capacité (+) de financement			
- ou besoin (-) de financement			
TOTAL EMPLOIS	3 405	TOTAL RESSOURCES	3 405

1^{er} groupe : comptes de production / exploitation

en millions d'euros

EMPLOIS	2003	RESSOURCES	2003
• Consommation intermédiaire	15 275	• Prestations de services non marchands - dont paiements partiels	51 164 4 450
• Valeur ajoutée brute	44 893	• Ventes	9 004
TOTAL EMPLOIS	60 168	PRODUCTION SECTEUR HOSPITALIER	60 168
• Décomposition de la valeur ajoutée : - salaire et traitements bruts - charges sociales - impôts sur la production - dotation aux amortissements (immobilisations)	28 695 10 413 3 116 2 669		

2^{ème} groupe : comptes d'affectation et d'utilisation des revenus

en millions d'euros

EMPLOIS	2003	RESSOURCES	2003
• Transferts courants et divers	973	• Dotations aux amortissements (immobilisations)	2 669
• Intérêts versés	495	• Dotation globale	47 625
• Primes d'assurance-dommage	148	• Transferts courants divers	1 621
• Dépenses d'exploitation non couvertes par les recettes propres	46 714	• Conventions internationales	135
• Solde : épargne	3 739	• Intérêts reçus	21
TOTAL EMPLOIS	52 070	TOTAL RESSOURCES	52 070

compte de capital

en millions d'euros

EMPLOIS	2003	RESSOURCES	2003
• Formation brute de capital fixe	3 872	• Épargne (reprise du solde précédent)	3 739
• Solde : - capacité (+) de financement - ou besoin (-) de financement	13	• Aide à l'investissement	146
TOTAL EMPLOIS	3 885	TOTAL RESSOURCES	3 885

MÉDECINE PRÉVENTIVE, DÉPISTAGE ET AUTRES MISSIONS DE SANTÉ PUBLIQUE

Cette rubrique de la dépense courante de santé comprend trois volets :

• La médecine préventive, la prophylaxie et les dépistages

Ce sont les actes médicaux statistiquement identifiables concernant des groupes de populations (jeunes enfants, enfants scolarisés, salariés des entreprises) ou des dépistages de pathologies (examens généraux de santé, cancers, maladies transmissibles). Les dépenses recensées à ce niveau ne concernent que les actes effectués dans le cadre de programmes financés par les collectivités publiques (PMI, santé scolaire...), les fonds de prévention de l'assurance maladie et les entreprises (pour ce qui concerne la médecine du travail). Les actes de médecine préventive (obligatoire ou volontaire) effectués en ville ou à l'hôpital ne sont toutefois pas pris en compte dans cet agrégat, étant inclus sur le plan statistique dans la consommation de soins et biens médicaux. Ils ont pu faire l'objet d'une étude spécifique par le CreDES et la Drees pour l'année 1998¹. Cette étude a évalué à 7 % le poids de la prévention dans la dépense courante de santé contre 2,3 % dans l'approche habituelle. Cette évaluation sera renouvelée à échéance régulière.

• Les programmes spécifiques de santé publique

Ils regroupent les interventions sur les grandes pathologies (SIDA) ou sur les comportements et situations à risque liés aux pratiques addictives (toxicomanie, alcoolisme, tabagisme).

Ces deux premières rubriques font partie de la consommation médicale totale.

• Les missions de santé publique à caractère général

Elles regroupent la protection de la santé (observation/veille/alerte, sécurité sanitaire et hygiène du milieu) et la promotion de la santé (information, sensibilisation, éducation). Les financements correspondants proviennent du ministère de la Santé, des établissements publics sanitaires placés sous sa tutelle et des collectivités locales.

1. LE FUR Philippe, PARIS Valérie, PEREIRA Céline, RENAUD Thomas, SERMET Catherine : « Les dépenses de prévention dans les Comptes nationaux de la santé », Drees, *Études et résultats*, n° 247, juillet 2003.

Le tableau ci-après présente un détail des évaluations correspondantes.

En 2003 les dépenses de prévention retenues dans les Comptes de la santé s'élèvent à 3,9 milliards d'euros soit 63 euros par habitant. Elles sont en progression de 5,1 % contre 5,3 % en 2002.

La médecine du travail et la médecine scolaire forment 48,2 % du total de l'agrégat relatif à la prévention ainsi évalué.

médecine préventive, dépistages
et autres missions de santé

	en millions d'euros		
	2001	2002	2003
1. MÉDECINE PRÉVENTIVE ET DÉPISTAGES	2 528	2 703	2 904
• PMI et planning familial	460	512	578
• Santé scolaire	423	440	454
• Médecine du travail	1 246	1 336	1 414
• Vaccinations	286	318	353
- obligatoires	135	149	142
- recommandées	64	72	109
- grippe	63	63	64
- autres	25	34	38
• Double compte vaccinations (-)	-231	-267	-297
• Dépistages	343	363	402
- Cancers	43	42	44
- MST	32	35	41
- Tuberculose	72	79	88
- Examens de santé	143	146	159
- Non ventilé	53	61	69
2. PROGRAMMES SPÉCIFIQUES DE SANTÉ PUBLIQUE	284	301	209
• Pratiques addictives (toxicomanie, alcoolisme, tabagisme...)	165	164	51
• SIDA	80	75	62
• Autres	39	62	96
3. MISSIONS DE SANTÉ PUBLIQUE À CARACTÈRE GÉNÉRAL	692	686	766
• Prévention des risques professionnels (hors médecine du travail)	314	324	332
• Protection de la santé	352	346	404
- Observation, veille, alerte	21	28	36
- Sécurité sanitaire	212	184	211
- Hygiène du milieu	120	134	158
• Promotion de la santé	25	16	30
- Éducation/information	25	16	30
TOTAL (1+2+3)	3 504	3 690	3 879

DÉPENSES DE RECHERCHE MÉDICALE ET PHARMACEUTIQUE

Le bureau des études statistiques sur la recherche du ministère de la Jeunesse, de l'éducation nationale et de la recherche évalue pour le compte du ministère de la Santé :

- la part relative à la santé des budgets de tous les organismes inscrits au Budget civil de recherche et développement. Il s'agit notamment des principaux organismes concernés comme l'Institut national de la santé et de la recherche médicale (INSERM), les instituts Pasteur dont celui de Paris, l'Institut Curie, le Centre national de recherche scientifique (CNRS), etc. ;
- la part des financements incitatifs inscrits au Budget civil de recherche et développement des différents ministères notamment celui de la recherche (exemple : le fonds national de la science) ;
- la part relative à la santé des dépenses de recherche dans les universités, notamment pour les personnels à double statut (universitaire et hospitalier) ;
- les dépenses de recherche clinique dans les hôpitaux universitaires et qui figurent déjà dans la dépense de soins publics hospitaliers ;
- les dépenses de recherche de l'industrie pharmaceutique qui figurent déjà dans la dépense en médicaments.

La part relative à la santé des dépenses de recherche du secteur associatif qui couvre en particulier la contribution au financement de la recherche médicale des grandes associations caritatives.

	en millions d'euros		
	2001	2002	2003
FINANCEMENTS BUDGÉTAIRES	2 571	2 787	2 735
• dont budget civil de R et D	1 839	1 994	1 957
• dont recherche clinique des hôpitaux universitaires	732	793	778
AUTRES FINANCEMENTS	3 015	3 418	3 877
• dont industries pharmaceutiques	2 897	3 299	3 758
• dont secteur associatif	119	119	119
TOTAL	5 586	6 205	6 611

Source : ministère de l'Éducation nationale, de la recherche et de la technologie.

LA GESTION GÉNÉRALE DE LA SANTÉ

La gestion générale du système de santé comprend actuellement trois éléments :

- les frais de gestion des mutuelles ;
- les frais de gestion du ministère chargé de la Santé ;
- les frais de gestion de certaines administrations privées.

Les frais de gestion maladie des organismes de Sécurité sociale ne sont pas pris en compte. L'évaluation des dépenses de gestion liées aux liquidations des prestations en nature des risques maladie, maternité et accidents de travail, présente pour l'instant trop d'incertitudes car elles ne sont pas distinguées de celles liés aux autres risques (invalidité, famille, vieillesse).

Toutefois, la totalité des frais de gestion des principaux organismes sociaux qui gèrent, entre autres activités, les risques concernés est présentée « hors cadre » et à titre strictement indicatif dans le tableau ci-dessous.

Montants en valeur

	en millions d'euros		
	2001	2002	2003
FRAIS DE GESTION			
• des mutuelles(hors oeuvres sociales)	2 141	2 231	2 325
• du ministère de la Santé	359	373	388
• des administrations privées	195	204	212
TOTAL GESTION GÉNÉRALE	2 695	2 808	2 926
Pour mémoire : frais de gestion totaux des principaux organismes de protection sociale gérant le risque (1)	6 975	7 516	8 099

(1) CnamTS, Canam, MSA, Mines, Camac, Enim (marins), SNCF, CNMSS (militaires).

Sources : Comptes de la protection sociale et Comptabilité des organismes.

TABLEAUX DÉTAILLÉS

consommation médicale totale	76
consommation de soins et de biens médicaux	78
dépenses courantes de santé	82
dépenses de santé réparties en fonction des financements directs	84

CONSOMMATION MÉDICALE TOTALE • 1990-2003

en millions d'euros

	1990	1991	1992	1993	1994	1995	1996	1997	1998	1999	2000	2001	2002	2003
Soins et biens médicaux														
1. SOINS HOSPITALIERS ET EN SECTIONS MÉDICALISÉES	38 008	39 956	42 608	45 013	46 802	49 106	50 565	51 225	52 345	53 250	54 994	57 226	60 504	64 111
• Soins hospitaliers	37 233	39 079	41 604	43 878	45 525	47 722	49 098	49 691	50 723	51 534	53 139	55 254	58 212	61 505
- publics	28 075	29 636	31 603	33 536	34 991	36 841	37 929	38 292	40 009	41 112	42 587	44 433	46 746	49 300
- privés	9 158	9 444	10 000	10 342	10 534	11 169	11 169	11 399	10 714	10 422	10 551	10 821	11 466	12 205
<i>dont frais de séjour</i>	<i>6 635</i>	<i>6 808</i>	<i>7 277</i>	<i>7 588</i>	<i>7 698</i>	<i>8 020</i>	<i>8 243</i>	<i>8 516</i>	<i>7 697</i>	<i>7 477</i>	<i>7 628</i>	<i>7 965</i>	<i>8 466</i>	<i>9 137</i>
<i>dont honoraires médecins-analyses</i>	<i>2 523</i>	<i>2 636</i>	<i>2 724</i>	<i>2 784</i>	<i>2 836</i>	<i>2 861</i>	<i>2 927</i>	<i>2 883</i>	<i>3 017</i>	<i>2 944</i>	<i>2 924</i>	<i>2 866</i>	<i>3 010</i>	<i>3 075</i>
• Soins sections médicalisées	774	876	1 004	1 135	1 277	1 384	1 467	1 533	1 622	1 717	1 855	1 972	2 292	2 606
- publiques	603	678	770	863	958	1 041	1 089	1 126	1 168	1 225	1 306	1 359	1 581	1 720
- privées	171	198	234	272	319	343	378	407	454	491	549	613	710	886
2. SOINS AMBULATOIRES	22 075	23 494	24 939	26 084	26 279	27 564	28 103	28 531	29 584	30 697	32 096	33 729	36 101	38 769
• Médecins	10 257	10 846	11 605	12 219	12 422	13 240	13 444	13 748	14 252	14 785	15 364	15 835	16 895	18 062
• Auxiliaires Médicaux	3 971	4 330	4 622	4 874	5 017	5 314	5 486	5 444	5 684	6 073	6 483	6 847	7 471	8 101
- infirmiers	1 968	2 162	2 331	2 498	2 579	2 732	2 802	2 798	2 904	3 095	3 313	3 432	3 753	4 137
- masseurs-kinésithérapeutes	1 736	1 866	1 970	2 030	2 076	2 187	2 261	2 214	2 338	2 484	2 643	2 874	3 117	3 300
- autres	267	302	320	345	363	395	423	432	452	494	526	541	601	664
• Dentistes	4 889	5 237	5 505	5 675	5 753	5 838	6 032	6 144	6 294	6 337	6 577	7 154	7 523	8 076
• Analyses	2 198	2 283	2 378	2 468	2 262	2 359	2 339	2 383	2 507	2 627	2 819	3 009	3 312	3 609
• Cures Thermales	759	797	828	847	826	814	802	813	837	874	854	884	900	920
- forfait soins	254	261	267	277	273	269	267	283	290	298	287	293	300	303
- hôtellerie	505	536	561	571	553	545	535	530	546	576	567	591	600	617
3. TRANSPORTS DE MALADES	1 051	1 171	1 293	1 333	1 397	1 452	1 440	1 450	1 581	1 712	1 862	2 026	2 213	2 391
4. MÉDICAMENTS	14 419	15 721	16 620	17 936	18 329	19 404	19 704	20 357	21 579	23 036	25 212	27 198	28 528	30 378
5. AUTRES BIENS MÉDICAUX	2 943	3 431	3 703	3 991	4 279	4 413	4 629	4 749	5 145	5 808	6 603	7 378	8 041	8 645
• Optique	1 770	2 074	2 254	2 364	2 480	2 540	2 594	2 607	2 687	2 837	3 234	3 585	3 741	3 906
• Prothèses, orthèses, VHP*	1 033	1 192	1 239	1 352	1 448	1 468	1 493	1 392	1 439	1 540	1 691	1 850	2 037	2 177
• Petits matériels et pansements	141	166	211	275	341	405	542	751	1 009	1 430	1 678	1 944	2 263	2 561
CONSOMMATION DE SOINS ET DE BIENS MÉDICAUX (1 + ... + 5)	78 495	83 773	89 162	94 356	97 086	101 939	104 441	106 312	110 235	114 502	120 768	127 557	135 386	144 294
6. MÉDECINE PRÉVENTIVE	1 739	1 826	1 948	2 039	2 155	2 239	2 331	2 428	2 496	2 591	2 717	2 812	3 004	3 113
• Médecine préventive et de dépistage	1 616	1 703	1 813	1 898	1 972	2 039	2 113	2 195	2 267	2 326	2 427	2 528	2 703	2 904
- médecine du travail	776	825	872	909	947	972	1 009	1 055	1 095	1 144	1 198	1 246	1 336	1 414
- médecine scolaire	262	276	292	317	326	345	360	369	383	384	396	423	440	454
- PMI et planning familial	290	308	332	356	373	383	396	407	421	434	447	460	512	578
- dépistage et vaccins	288	294	317	316	326	339	348	363	367	364	386	399	414	457
• Programmes spécifiques de santé publique	123	123	135	140	183	200	218	233	229	265	290	284	301	209
CONSOMMATION MÉDICALE TOTALE	80 234	85 599	91 110	96 395	99 241	104 178	106 773	108 740	112 731	117 093	123 485	130 370	138 390	147 407

* Véhicules pour handicapés, physiques

CONSOMMATION MÉDICALE TOTALE • 1990-2003

Indices de valeur : base 100, année précédente

	1990-1995	1995-2000	1991	1992	1993	1994	1995	1996	1997	1998	1999	2000	2001	2002	2003
Soins et biens médicaux															
1. SOINS HOSPITALIERS ET EN SECTIONS MÉDICALISÉES	105,3	102,3	105,1	106,6	105,6	104,0	104,9	103,0	101,3	102,2	101,7	103,3	104,1	105,7	106,0
• Soins hospitaliers	105,1	102,2	105,0	106,5	105,5	103,8	104,8	102,9	101,2	102,1	101,6	103,1	104,0	105,4	105,7
- publics	105,6	102,9	105,6	106,6	106,1	104,3	105,3	103,0	101,0	104,5	102,8	103,6	104,3	105,2	105,5
- privés	103,5	99,4	103,1	105,9	103,4	101,9	103,3	102,6	102,1	94,0	97,3	101,2	102,6	106,0	106,4
dont frais de séjour	103,9	99,0	102,6	106,9	104,3	101,5	104,2	102,8	103,3	90,4	97,1	102,0	104,3	106,3	108,0
dont honoraires médecins-analyses	102,5	100,4	104,5	103,3	101,1	103,0	100,9	102,3	99,5	104,6	97,6	99,3	98,0	105,0	102,1
• Soins sections médicalisées	112,3	106,0	113,2	114,6	113,0	112,5	108,4	106,0	104,5	105,8	105,8	108,1	106,3	116,2	113,7
- publiques	111,5	104,6	112,4	113,6	112,0	111,1	108,6	104,6	103,4	103,7	104,9	106,6	104,1	116,3	108,8
- privées	114,9	109,8	115,7	118,2	116,3	117,1	107,7	110,2	107,7	111,5	108,3	111,7	111,6	115,9	124,8
2. SOINS AMBULATOIRES	104,5	103,1	106,4	106,2	104,6	107,7	104,9	102,0	101,5	103,7	103,8	104,6	105,1	107,0	107,4
• Médecins	105,2	103,0	105,7	107,0	105,3	101,7	106,6	101,5	102,3	103,7	103,7	103,9	103,1	106,7	106,9
• Auxiliaires Médicaux	106,0	104,1	109,0	106,7	105,5	102,9	105,9	103,2	99,2	104,6	106,7	106,7	105,6	109,1	108,4
- infirmiers	106,8	103,9	109,9	107,8	107,2	103,2	106,0	102,5	99,9	103,8	106,6	107,0	103,6	108,4	110,2
- masseurs-kinésithérapeutes	104,7	103,9	107,5	105,6	103,1	102,2	105,4	103,4	97,9	105,6	106,3	106,4	108,7	108,4	105,9
- autres	108,2	105,9	113,4	106,0	107,7	105,1	108,9	107,2	102,1	104,5	109,3	106,6	102,7	111,2	110,5
• Dentistes	103,6	102,4	107,1	105,1	103,1	101,4	101,5	103,3	101,9	102,4	100,7	103,8	108,8	105,2	107,4
• Analyses	101,4	103,6	103,9	104,2	103,7	91,6	104,3	99,2	101,9	105,2	104,8	107,3	106,7	110,1	109,0
• Cures Thermales	101,4	101,0	105,0	103,9	102,4	97,5	98,5	98,5	101,4	102,9	104,4	97,7	103,6	101,7	102,3
- forfait soins	101,2	101,3	102,7	102,2	103,8	98,7	98,5	99,2	105,8	102,8	102,5	96,3	102,2	102,3	101,2
- hôtellerie	101,5	100,8	106,1	104,7	101,7	96,9	98,5	98,2	99,1	103,0	105,5	98,5	104,3	101,5	102,8
3. TRANSPORTS DE MALADES	106,7	105,1	111,5	110,4	103,1	104,8	103,9	99,2	100,7	109,1	108,2	108,8	108,8	109,2	108,1
4. MÉDICAMENTS	106,1	105,4	109,0	105,7	107,9	102,2	105,9	101,5	103,3	106,0	106,7	109,5	117,9	104,9	106,5
5. AUTRES BIENS MÉDICAUX	108,4	108,4	116,6	107,9	107,8	107,2	103,1	104,9	102,6	108,3	112,9	113,7	111,7	109,0	107,5
• Optique	107,5	105,0	117,2	108,0	105,6	105,3	102,0	102,1	100,5	103,5	105,2	114,0	110,8	104,4	104,4
• Prothèses, orthèses, VHP*	107,3	102,9	115,4	105,2	107,8	107,1	101,4	101,7	93,2	103,4	107,0	109,8	109,4	110,1	106,9
• Petits matériels et pansements	123,5	132,9	118,2	126,7	130,5	124,1	118,7	133,9	138,5	134,4	141,7	117,3	115,9	116,4	113,2
CONSOMMATION DE SOINS ET DE BIENS MÉDICAUX (1 + ...5)	105,4	103,4	106,7	106,4	105,8	102,9	105,0	102,5	101,8	103,7	103,9	105,5	105,6	106,1	106,6
6. MÉDECINE PRÉVENTIVE	105,2	103,9	105,0	106,7	104,6	105,7	103,9	104,1	104,2	102,8	103,8	104,9	103,5	106,8	103,6
• Médecine préventive et de dépistage	104,8	103,5	105,4	106,4	104,7	103,9	103,4	103,7	103,8	103,3	102,6	104,3	104,2	106,9	107,4
- médecine du travail	104,6	104,3	106,4	105,6	104,2	104,2	102,7	103,8	104,6	103,8	104,4	104,7	104,0	107,2	105,8
- médecine scolaire	105,6	102,8	105,2	105,9	108,6	102,9	105,6	104,5	102,6	103,7	100,3	103,0	107,0	103,9	103,2
- PMI et planning familial	105,8	103,1	106,3	107,3	107,3	104,6	102,8	103,4	102,8	103,5	103,0	103,0	103,0	111,3	112,9
- dépistage et vaccins	103,3	102,7	102,2	107,7	99,7	103,2	103,8	102,8	104,2	101,2	99,1	106,1	103,2	103,9	110,4
• Programmes spécifiques de santé publique	110,2	107,7	99,9	109,9	103,8	130,4	109,5	108,6	107,2	98,2	115,5	109,7	97,9	106,1	69,4
CONSOMMATION MÉDICALE TOTALE	105,4	103,5	106,7	106,4	105,8	103,0	105,0	102,5	101,8	103,7	103,9	105,5	105,6	106,2	106,5

Source : DREES, Comptes de la santé.

* Véhicules pour handicapés physiques

CONSOMMATION DE SOINS ET DE BIENS MÉDICAUX • 1990-2003

indices des prix : base 100 année précédente

	1990-1995	1995-2000	1991	1992	1993	1994	1995	1996	1997	1998	1999	2000	2001	2002	2003
Soins et biens médicaux															
1. SOINS HOSPITALIERS ET EN SECTIONS MÉDICALISÉES	102,9	101,5	102,6	103,0	103,1	102,3	103,3	101,8	100,9	101,1	101,3	102,2	102,5	103,8	103,9
• Soins hospitaliers	102,8	101,5	102,6	103,0	103,1	102,2	103,3	101,8	100,9	101,1	101,3	102,2	102,5	103,8	103,9
- publics	103,0	101,6	103,0	103,3	103,2	102,1	103,5	101,7	100,8	101,2	101,7	102,7	102,6	103,8	103,9
- privés	102,3	100,9	101,5	102,0	102,6	102,6	102,7	102,2	101,2	100,7	99,5	100,6	102,2	103,5	103,9
dont frais de séjour	102,2	100,9	101,3	101,7	103,0	102,8	102,4	102,7	101,5	100,6	99,2	100,7	103,3	103,9	105,2
dont honoraires médecins analyses	102,4	100,6	101,9	102,9	101,4	102,0	103,6	101,0	100,5	100,9	100,4	100,3	99,3	102,4	100,2
• Soins sections médicalisées	103,8	101,9	103,7	104,2	103,7	103,8	103,8	102,4	101,1	101,2	102,4	102,4	102,6	104,7	104,6
- publiques	103,0	101,7	103,0	103,3	103,2	102,1	103,5	101,7	100,8	101,2	102,2	102,7	102,4	104,5	104,5
- privées	106,5	102,4	106,3	107,2	105,2	109,2	104,9	104,5	101,8	101,2	102,7	101,8	103,0	105,0	105,0
2. SOINS AMBULATOIRES	101,8	100,6	101,3	101,9	101,1	101,5	103,4	101,0	100,7	100,6	100,5	100,5	99,0	103,0	103,5
• Médecins	102,5	100,8	102,0	103,1	101,5	102,1	103,8	101,1	100,5	101,0	100,6	100,6	100,6	106,2	105,4
• Auxiliaires Médicaux	101,4	100,8	100,0	100,9	101,0	101,5	103,8	101,0	101,0	100,5	101,5	100,2	99,2	104,5	103,1
• Dentistes	101,3	100,5	101,0	100,9	100,9	100,6	103,0	101,0	100,9	99,9	99,7	101,2	95,6	95,4	100,9
• Analyses	100,4	99,6	100,0	100,0	100,0	100,2	102,0	100,2	100,1	100,0	99,2	98,3	98,4	102,1	101,5
• Cures Thermales	102,4	101,5	103,9	103,2	101,4	101,3	102,2	101,7	100,9	101,2	101,7	102,0	101,8	104,3	103,6
• forfait soins	101,0	100,7	101,2	100,9	99,1	101,2	102,8	100,8	100,7	100,8	101,0	100,2	99,6	103,0	102,5
- hôtellerie	103,1	101,9	105,2	104,4	102,6	101,4	101,9	102,1	101,0	101,4	102,0	102,9	102,9	104,9	104,1
3. TRANSPORTS DE MALADES	102,2	101,8	102,4	102,4	100,8	103,0	102,3	101,6	102,3	100,8	102,9	101,6	103,3	102,1	101,7
4. MÉDICAMENTS	100,6	100,0	100,5	100,7	100,7	100,2	100,9	100,7	100,1	100,0	99,8	99,6	98,9	98,9	99,6
5. AUTRES BIENS MÉDICAUX	102,8	100,7	104,7	103,6	102,7	101,8	101,4	101,5	100,2	100,7	100,8	100,7	101,0	101,4	102,1
• Optique	103,7	100,9	105,1	104,8	104,1	102,4	102,0	102,1	99,7	100,9	101,5	100,5	101,1	101,4	102,5
• Prothèses, orthèses, VHP*	101,6	100,5	104,1	101,7	100,7	101,0	100,5	100,7	100,7	100,4	100,0	100,8	100,9	101,1	101,7
• Petits matériels et pansements	101,8	100,7	103,8	101,9	101,1	101,1	100,9	101,1	100,8	100,5	100,2	101,1	101,0	101,5	101,8
CONSOMMATION DE SOINS ET DE BIENS MÉDICAUX (1 + ... 5)	102,1	100,9	101,9	102,3	102,0	101,6	102,8	101,4	100,7	100,7	100,8	101,1	100,7	102,3	102,7

Source : DREES, Comptes de la santé.

* Véhicules pour handicapés, physiques

CONSOMMATION DE SOINS ET DE BIENS MÉDICAUX • 1990-2003

indices de volume-base 100 année précédente

	1990-1995	1995-2000	1991	1992	1993	1994	1995	1996	1997	1998	1999	2000	2001	2002	2003
Soins et biens médicaux															
1. SOINS HOSPITALIERS ET EN SECTIONS MÉDICALISÉES	102,3	100,8	102,4	103,5	102,5	101,7	101,5	101,1	100,4	101,1	100,4	101,0	101,5	101,8	102,0
• Soins hospitaliers	102,2	100,7	102,3	103,4	102,3	101,5	101,5	101,0	100,3	101,0	100,3	100,9	101,4	101,5	101,7
- publics	102,5	101,3	102,5	103,2	102,8	102,2	101,7	101,2	100,2	103,2	101,0	100,9	101,7	101,3	101,5
- privés	101,2	98,5	101,6	103,8	100,8	99,3	100,6	100,4	100,8	93,4	97,7	100,7	100,3	102,4	102,5
dont frais de séjour	101,6	98,1	101,3	105,1	101,2	98,7	101,7	100,1	101,8	89,8	97,9	101,3	100,9	102,3	102,6
dont honoraires médecins-analyses	100,2	99,8	102,5	100,4	99,7	100,9	97,4	101,3	98,0	103,7	97,2	99,0	98,7	102,6	101,9
• Soins sections médicalisées	108,2	104,1	109,1	110,0	109,0	108,4	104,4	103,5	103,4	104,5	103,4	105,5	103,6	111,0	108,7
- publiques	108,3	102,9	109,2	109,9	108,5	108,8	105,0	102,9	102,6	102,5	102,6	103,8	101,6	111,3	104,1
- privées	107,9	107,3	108,8	110,3	110,5	107,2	102,7	105,4	105,8	110,1	105,4	109,8	108,3	110,3	118,9
2. SOINS AMBULATOIRES	102,7	102,4	105,1	104,2	103,4	99,3	101,4	100,9	100,9	103,1	103,2	104,1	106,1	103,9	103,7
• Médecins	102,7	102,2	103,7	103,8	103,7	99,6	102,7	100,4	101,7	102,6	103,1	103,3	102,5	100,4	101,5
• Auxiliaires Médicaux	104,5	103,2	109,0	105,8	104,4	101,4	102,0	102,2	98,3	104,1	105,1	106,5	106,5	104,4	105,2
• Dentistes	102,3	101,9	106,0	104,2	102,2	100,8	98,5	102,3	100,9	102,6	101,0	102,6	113,8	110,3	106,4
• Analyses	101,0	104,1	103,9	104,2	103,7	91,5	102,2	99,0	101,8	105,2	105,6	109,1	108,5	107,8	107,4
• Cures Thermales	99,0	99,5	101,1	100,6	100,9	96,2	96,4	96,9	100,5	101,7	102,7	95,8	101,8	97,6	98,7
- forfait soins	100,1	100,6	101,5	101,3	104,8	97,5	95,9	98,4	105,1	102,0	101,5	96,1	102,6	99,2	98,7
- hôtellerie	98,5	99,0	100,9	100,3	99,1	95,5	96,7	96,2	98,2	101,6	103,4	95,7	101,3	96,8	98,7
3. TRANSPORTS DE MALADES	104,4	103,2	108,9	107,8	102,3	101,7	101,6	97,7	98,4	108,2	105,2	107,1	105,3	107,0	106,3
4. MÉDICAMENTS	105,5	105,3	108,5	105,0	107,2	102,0	104,9	100,8	103,2	106,0	107,0	109,9	109,1	106,1	107,0
5. AUTRES BIENS MÉDICAUX	105,5	107,6	111,4	104,2	104,9	105,3	101,7	103,3	102,4	107,6	112,0	112,9	110,6	107,5	105,3
• Optique	103,7	104,0	111,5	103,0	101,4	102,9	100,0	100,0	100,8	102,5	103,7	113,4	109,6	102,9	101,8
• Prothèses, orthèses, VHP*	105,6	102,3	110,9	103,4	107,1	106,0	100,9	101,0	92,6	103,0	107,0	108,9	108,4	108,9	105,1
• Petits matériels et pansements	121,4	131,9	113,9	124,3	129,0	122,8	117,6	132,4	137,4	133,7	141,4	116,0	114,7	114,7	111,2
CONSOMMATION DE SOINS ET DE BIENS MÉDICAUX (1+...+5)	103,2	102,5	104,7	104,1	103,7	101,2	102,2	101,1	101,1	102,9	103,1	104,3	104,8	103,7	103,8

Source : DREES, Comptes de la santé.

* Véhicules pour handicapés physiques

CONSOMMATION DE SOINS ET DE BIENS MÉDICAUX • 1990-2003

en millions d'euros 1995

	1990	1991	1992	1993	1994	1995	1996	1997	1998	1999	2000	2001	2002	2003
Soins et biens médicaux														
1. SOINS HOSPITALIERS ET EN SECTIONS MÉDICALISÉES	43 758	44 819	46 396	47 559	48 363	49 106	49 652	49 845	50 399	50 615	51 123	51 873	52 831	53 875
• Soins hospitaliers	42 823	43 799	45 274	46 336	47 037	47 722	48 219	48 363	48 851	49 015	49 436	50 126	50 892	51 770
- publics	32 577	33 386	34 465	35 439	36 216	36 841	37 295	37 353	38 566	38 964	39 319	39 977	40 503	41 127
- privés	10 246	10 413	10 809	10 897	10 821	10 881	10 924	11 010	10 285	10 051	10 117	10 149	10 389	10 643
<i>dont frais de séjour</i>	7 412	7 507	7 890	7 987	7 883	8 020	8 026	8 170	7 340	7 188	7 281	7 349	7 517	7 716
<i>dont honoraires médecins-analyses</i>	2 834	2 906	2 919	2 910	2 938	2 861	2 898	2 840	2 945	2 863	2 836	2 800	2 872	2 927
• Soins sections médicalisées	935	1 020	1 122	1 223	1 326	1 384	1 433	1 482	1 548	1 600	1 687	1 747	1 839	2 105
- publiques	700	764	840	911	992	1 041	1 071	1 089	1 126	1 155	1 199	1 218	1 356	1 412
- privées	235	256	282	312	334	343	362	383	422	445	488	529	583	683
2. SOINS AMBULATOIRES	24 177	25 400	26 459	27 365	27 178	27 565	27 825	28 064	28 929	29 870	31 090	32 994	34 327	35 660
• Médecins	11 603	12 029	12 484	12 950	12 884	13 240	13 298	13 531	13 888	14 322	14 793	15 156	15 223	15 448
• Auxiliaires Médicaux	4 264	4 649	4 918	5 135	5 208	5 314	5 432	5 337	5 554	5 836	6 218	6 619	6 911	7 288
• Dentistes	5 209	5 524	5 756	5 880	5 925	5 838	5 972	6 028	6 182	6 243	6 403	7 285	8 034	8 547
• Analyses	2 246	2 334	2 431	2 522	2 307	2 359	2 334	2 376	2 499	2 641	2 882	3 126	3 370	3 619
• Cures Thermales	855	864	870	878	844	814	789	792	806	828	794	808	789	778
- forfait soins	267	271	275	288	281	269	265	278	284	288	277	284	282	278
- hôtellerie	588	593	595	590	563	545	524	514	522	540	517	524	507	500
3. TRANSPORTS DE MALADES	1 170	1 274	1 373	1 405	1 429	1 452	1 418	1 395	1 509	1 588	1 700	1 790	1 915	2 035
4. MÉDICAMENTS	14 857	16 117	16 920	18 134	18 494	19 404	19 567	20 195	21 408	22 898	25 163	27 440	29 114	31 141
5. AUTRES BIENS MÉDICAUX	3 389	3 777	3 932	4 121	4 339	4 413	4 559	4 671	5 025	5 628	6 352	7 024	7 554	7 955
• Optique	2 119	2 363	2 434	2 469	2 540	2 540	2 540	2 561	2 626	2 722	3 087	3 384	3 482	3 546
• Prothèses, orthèses, VHP*	1 117	1 239	1 281	1 372	1 455	1 468	1 483	1 373	1 414	1 513	1 648	1 786	1 945	2 044
• Petits matériels et pensements	153	175	217	280	344	405	536	737	995	1 393	1 617	1 854	2 127	2 365
CONSOMMATION DE SOINS ET DE BIENS MÉDICAUX (1+...+5)	87 351	91 387	95 080	98 584	99 803	101 940	103 021	104 170	107 270	110 599	115 428	121 121	125 741	130 666

Source : DREES, Comptes de la santé.

* Véhicules pour handicaps physiques

CONSOMMATION DE SOINS ET DE BIENS MÉDICAUX • 1990-2003

indices de volume-base 100 en 1995

	1990	1991	1992	1993	1994	1995	1996	1997	1998	1999	2000	2001	2002	2003
Soins et biens médicaux														
1. SOINS HOSPITALIERS ET EN SECTIONS MÉDICALISÉES	89,1	91,3	94,5	96,8	98,5	100,0	101,1	101,5	102,6	103,1	104,1	105,6	107,6	109,7
• Soins hospitaliers	89,7	91,8	94,9	97,1	98,6	100,0	101,0	101,3	102,4	102,7	103,6	105,0	106,6	108,5
- publics	88,4	90,6	93,6	96,2	98,3	100,0	101,2	101,4	104,7	105,8	106,7	108,5	109,9	111,6
- privés	94,2	95,7	99,3	100,1	99,4	100,0	100,4	101,2	94,5	92,4	93,0	93,3	95,5	97,8
dont frais de séjour	92,4	93,6	98,4	99,6	98,3	100,0	100,1	101,9	91,5	89,6	90,8	91,6	93,7	96,2
dont honoraires médecins-analyses	99,1	101,6	102,0	101,7	102,7	100,0	101,3	99,3	102,9	100,1	99,1	97,9	100,4	102,3
• Soins sections médicalisées	67,6	73,7	81,1	88,4	95,8	100,0	103,5	107,1	111,8	115,6	121,9	126,2	140,1	152,1
- publiques	67,2	73,4	80,7	87,5	95,3	100,0	102,9	105,6	108,2	111,0	115,2	117,0	130,3	135,6
- privées	68,5	74,6	82,2	91,0	97,4	100,0	105,5	111,7	123,0	129,7	142,3	154,2	170,0	202,0
2. SOINS AMBULATOIRES	87,7	92,1	96,0	99,3	98,6	100,0	100,9	101,8	104,9	108,4	112,8	119,7	124,5	129,4
• Médecins	87,6	90,9	94,3	97,8	97,4	100,0	100,4	102,2	104,9	108,2	111,7	114,5	115,0	116,7
• Auxiliaires Médicaux	80,2	87,5	92,5	96,6	98,0	100,0	102,2	100,4	104,5	109,8	117,0	124,6	130,1	136,8
• Dentistes	89,2	94,6	98,6	100,7	101,5	100,0	102,3	103,3	105,9	106,9	109,7	124,8	137,6	146,4
• Analyses	95,2	98,9	103,1	106,9	97,8	100,0	98,9	100,7	105,9	112,0	122,2	132,5	142,9	153,4
• Cures Thermales	105,0	106,1	106,9	107,9	103,7	100,0	96,9	97,3	99,0	101,7	97,5	99,3	96,9	95,6
- forfait soins	99,3	100,7	102,2	107,1	104,5	100,0	98,5	103,3	105,6	107,1	103,0	105,6	104,8	103,3
- hôtellerie	107,9	108,8	109,2	108,3	103,3	100,0	96,1	94,3	95,8	99,1	94,9	96,1	93,0	91,7
3. TRANSPORTS DE MALADES	80,6	87,7	94,6	96,8	98,4	100,0	97,7	96,1	103,9	109,4	117,1	123,3	131,9	140,2
4. MÉDICAMENTS	76,6	83,1	87,2	93,5	95,3	100,0	100,8	104,1	110,3	118,0	129,7	141,4	150,0	160,5
5. AUTRES BIENS MÉDICAUX	76,8	85,6	89,1	93,4	98,3	100,0	103,3	105,8	113,9	127,5	143,9	159,2	171,2	180,3
• Optique	83,4	93,0	95,8	97,2	100,0	100,0	100,0	100,8	103,4	107,2	121,5	133,2	137,1	139,6
• Prothèses, orthèses, VHP*	76,1	84,4	87,3	93,5	99,1	100,0	101,0	93,5	96,3	103,1	112,3	121,7	132,5	139,2
• Petits matériels et pansements	37,8	43,2	53,6	69,1	84,9	100,0	132,3	182,0	243,2	344,0	399,3	457,8	525,2	584,0
CONSOMMATION DE SOINS ET DE BIENS MÉDICAUX (1+...+5)	85,7	89,6	93,3	96,7	97,9	100,0	101,1	102,2	105,2	108,5	113,2	118,8	123,3	128,2

Source : DREES, Comptes de la santé.

* Véhicules pour handicapés physiques

DÉPENSES COURANTES DE SANTÉ • 1990-2003

en millions d'euros

	1990	1991	1992	1993	1994	1995	1996	1997	1998	1999	2000	2001	2002	2003
Soins et biens médicaux														
11. DÉPENSES DE SOINS ET DE BIENS MÉDICAUX	79 982	85 189	90 489	95 721	98 489	103 522	106 030	107 775	111 526	115 577	121 691	128 422	136 210	145 227
• Soins aux particuliers	62 820	66 037	70 167	73 794	75 881	79 705	81 697	82 669	84 802	86 734	89 875	93 846	99 641	106 204
- soins hospitaliers et en sections médicalisées	39 494	41 372	43 935	46 377	48 204	50 689	52 154	52 688	53 637	54 326	55 917	58 091	61 327	65 044
- soins hospitaliers publics	38 720	40 496	42 931	45 242	46 927	49 305	50 687	51 154	52 015	52 609	54 062	56 119	59 036	62 438
- soins hospitaliers privés	29 562	31 062	32 931	34 900	36 394	38 424	39 518	39 755	41 301	42 187	43 510	45 298	47 570	50 233
dont honoraires médecins-analyses	9 158	9 444	10 000	10 342	10 534	10 881	11 169	11 399	10 714	10 422	10 557	10 821	11 466	12 205
- soins en sections médicalisées publiques	2 523	2 636	2 724	2 754	2 836	2 861	2 927	2 883	3 017	2 944	2 924	2 866	3 010	3 075
- soins en sections médicalisées privées	774	876	1 004	1 135	1 271	1 384	1 467	1 533	1 622	1 717	1 855	1 972	2 292	2 606
- soins ambulatoires	603	678	770	863	958	1 041	1 089	1 126	1 168	1 225	1 306	1 359	1 581	1 720
- transports de malades	171	198	234	272	319	343	378	407	454	491	549	613	710	886
• Médicaments	22 075	23 494	24 939	26 084	26 278	27 564	28 103	28 531	29 584	30 687	32 096	33 729	36 101	38 769
• Autres biens médicaux	1 051	1 171	1 293	1 333	1 397	1 452	1 440	1 450	1 581	1 712	1 862	2 026	2 213	2 391
	14 419	15 721	16 620	17 936	18 329	19 404	19 704	20 357	21 579	23 036	25 212	27 198	28 528	30 378
	2 943	3 431	3 703	3 981	4 279	4 413	4 629	4 749	5 145	5 808	6 603	7 378	8 041	8 645
12. AIDE AUX MALADES	5 576	6 084	6 387	6 404	6 341	6 651	6 694	6 649	7 065	7 487	8 162	8 763	9 624	10 492
13. SUBVENTION AU SYSTÈME DE SOINS (aide indirecte aux malades)	845	924	1 184	1 340	1 433	1 471	1 421	1 487	1 549	1 623	1 620	1 673	1 801	1 921
1. SOUS-TOTAL - DÉPENSES POUR LES MALADES	88 404	92 197	98 060	103 465	106 262	111 644	114 145	115 910	120 141	124 687	131 473	138 858	147 634	157 640
21. DÉPENSES DE MÉDECINE PRÉVENTIVE	1 739	1 826	1 948	2 039	2 155	2 239	2 331	2 428	2 496	2 591	2 717	2 812	3 004	3 113
• Médecine préventive et de dépistage	1 616	1 703	1 813	1 898	1 972	2 039	2 113	2 195	2 267	2 326	2 427	2 528	2 703	2 904
- Médecine du travail	776	825	872	909	947	972	1 009	1 055	1 095	1 144	1 198	1 246	1 336	1 414
- Médecine scolaire	262	276	292	317	326	360	369	369	383	396	423	440	454	454
- PMI et planning familial	290	308	332	356	373	383	383	396	407	421	434	447	460	512
- Dépistage et vaccins	288	294	317	316	326	339	348	363	367	364	386	389	414	457
• Programmes spécifiques de santé publique	123	123	135	140	183	200	218	233	229	265	290	284	301	209
22. MISSION DE SANTÉ PUBLIQUE À CARACTÈRE GÉNÉRAL	277	331	361	414	452	481	504	530	564	648	665	692	686	766
2. SOUS-TOTAL - DÉPENSES DE PRÉVENTION	2 016	2 157	2 309	2 452	2 607	2 720	2 835	2 958	3 060	3 239	3 382	3 504	3 690	3 879
31. DÉPENSES DE RECHERCHE MÉDICALE ET PHARMACEUTIQUE	3 056	3 265	3 562	3 904	4 126	4 358	4 533	4 620	4 669	5 336	5 446	5 586	6 215	6 611
32. DÉPENSES DE FORMATION	523	563	563	585	601	614	620	635	686	699	717	734	769	776
3. SOUS-TOTAL DÉPENSES EN FAVEUR DU SYSTÈME DE SOINS	3 579	3 827	4 125	4 488	4 728	4 971	5 154	5 255	5 355	6 036	6 164	6 321	6 984	7 388
4. TOTAL - GESTION GÉNÉRALE	1 407	1 477	1 542	1 646	1 785	1 904	2 003	2 084	2 188	2 292	2 561	2 702	2 816	2 934
5. DOUBLE COMPTE : RECHERCHE PHARMACEUTIQUE	-1 581	-1 714	-1 858	-2 163	-2 327	-2 454	-2 576	-2 673	-2 800	-3 153	-2 903	-2 897	-3 299	-3 758
TOTAL GÉNÉRAL - DÉPENSES COURANTES DE SANTÉ -	91 825	97 944	104 177	109 888	113 055	118 786	121 561	123 535	127 944	133 101	140 676	148 488	157 825	168 084

Source : DREES, Comptes de la santé.

DÉPENSES COURANTES DE SANTÉ • 1990-2003

indices de valeur-base 100 année précédente

	1991	1992	1993	1994	1995	1996	1997	1998	1999	2000	2001	2002	2003
Soins et biens médicaux													
11. DÉPENSES DE SOINS ET DE BIENS MÉDICAUX	106,5	106,2	105,8	102,9	105,1	102,4	101,6	103,5	103,6	105,3	105,5	106,1	106,6
• Soins aux particuliers	105,5	106,3	105,2	102,8	105,0	102,5	101,2	102,6	102,3	103,6	104,4	106,2	106,6
- soins hospitaliers et en sections médicalisées	104,8	106,2	105,6	103,9	105,2	102,9	101,0	101,8	101,3	102,9	103,9	105,6	106,1
- soins hospitaliers	104,6	106,0	105,4	103,7	105,1	102,8	100,9	101,7	101,1	102,8	103,8	105,2	105,8
<i>publiques</i>	<i>105,0</i>	<i>106,1</i>	<i>106,0</i>	<i>104,3</i>	<i>105,6</i>	<i>102,8</i>	<i>100,6</i>	<i>103,9</i>	<i>102,1</i>	<i>103,1</i>	<i>104,1</i>	<i>105,0</i>	<i>105,6</i>
<i>privés</i>	<i>103,1</i>	<i>105,9</i>	<i>103,4</i>	<i>101,9</i>	<i>103,3</i>	<i>102,6</i>	<i>102,1</i>	<i>94,0</i>	<i>97,3</i>	<i>101,2</i>	<i>102,6</i>	<i>106,0</i>	<i>106,4</i>
dont honoraires médecins-analyses	104,5	103,3	101,1	103,0	100,9	102,3	98,5	104,6	97,6	99,3	98,0	105,0	102,1
- soins en sections médicalisées	113,2	114,6	113,0	112,5	108,4	106,0	104,5	105,8	105,8	108,1	106,3	116,2	113,7
<i>publiques</i>	<i>112,4</i>	<i>113,6</i>	<i>112,0</i>	<i>111,1</i>	<i>108,6</i>	<i>104,6</i>	<i>103,4</i>	<i>103,7</i>	<i>104,9</i>	<i>106,6</i>	<i>104,1</i>	<i>116,3</i>	<i>108,8</i>
<i>privées</i>	<i>115,7</i>	<i>118,2</i>	<i>116,3</i>	<i>117,1</i>	<i>107,7</i>	<i>110,2</i>	<i>107,7</i>	<i>111,5</i>	<i>108,3</i>	<i>111,7</i>	<i>111,6</i>	<i>115,9</i>	<i>124,8</i>
- soins ambulatoires	106,4	106,2	104,6	100,7	104,9	102,0	101,5	103,7	103,8	104,6	105,1	107,0	107,4
- transports de malades	111,5	110,4	103,1	104,8	103,9	99,2	100,7	109,1	108,2	108,8	108,8	109,2	108,1
• Médicaments	109,0	105,7	107,9	102,2	105,9	101,5	103,3	106,0	106,7	109,5	107,9	104,9	106,5
• Autres biens médicaux	116,6	107,9	107,8	107,2	103,1	104,9	102,6	108,3	112,9	113,7	111,7	109,0	107,5
12. AIDE AUX MALADES	109,1	105,0	100,3	99,0	104,9	100,7	99,3	106,3	106,0	109,0	107,4	109,8	109,0
13. SUBVENTION AU SYSTÈME DE SOINS (aide indirecte aux malades)	109,3	128,2	113,2	106,9	102,7	96,6	104,6	104,2	104,8	99,8	103,2	107,7	106,7
1. SOUS-TOTAL - DÉPENSES POUR LES MALADES	106,7	106,4	105,5	102,7	105,1	102,2	101,5	103,6	103,8	105,4	105,6	106,3	106,8
21. DÉPENSES DE MÉDECINE PRÉVENTIVE	105,0	106,7	104,6	105,7	103,9	104,1	104,2	102,8	103,8	104,9	103,5	106,8	103,6
• Médecine préventive et de dépistage	105,4	106,4	104,7	103,9	103,4	103,7	103,8	103,3	102,6	104,3	104,2	106,9	107,4
- Médecine du travail	106,4	105,6	104,2	104,2	102,7	103,8	104,6	103,8	104,4	104,7	104,0	107,2	105,8
- Médecine scolaire	105,2	105,9	108,6	102,9	105,6	104,5	102,6	103,7	100,3	103,0	107,0	103,9	103,2
- PMI et planning familial	106,3	107,8	107,3	104,6	102,8	103,4	102,8	103,5	103,0	103,0	103,0	111,3	112,9
- Dépistage et vaccins	102,2	107,7	99,7	103,2	103,8	102,8	104,2	101,2	99,1	106,1	103,2	103,9	110,4
• Programmes spécifiques de santé publique	99,9	109,9	103,8	130,4	109,5	108,6	107,2	98,2	115,5	109,7	97,9	106,1	89,4
22. MISSION DE SANTÉ PUBLIQUE À CARACTÈRE GÉNÉRAL	119,5	108,9	114,8	109,4	106,3	104,8	105,1	106,5	114,8	102,6	104,0	99,2	111,7
2. SOUS-TOTAL - DÉPENSES DE PRÉVENTION	107,0	107,0	106,2	106,3	104,3	104,2	104,3	103,5	105,8	104,4	103,6	105,3	105,1
31. DÉPENSES DE RECHERCHE MÉDICALE ET PHARMACEUTIQUE	106,8	109,1	109,6	105,7	105,6	104,0	101,9	101,1	114,3	102,1	102,6	111,2	106,4
32. DÉPENSES DE FORMATION	107,5	100,1	103,8	102,9	102,0	101,1	102,4	108,0	101,9	102,6	102,4	104,7	101,0
3. SOUS-TOTAL DÉPENSES EN FAVEUR DU SYSTÈME DE SOINS	106,9	107,8	108,8	105,3	105,2	103,7	102,0	101,9	112,7	102,1	102,6	110,5	105,8
4. TOTAL - GESTION GÉNÉRALE	105,0	104,4	106,8	108,5	106,7	105,2	104,0	105,0	104,7	111,7	105,5	104,2	104,2
5. DOUBLE COMPTE : RECHERCHE PHARMACEUTIQUE	108,4	108,4	116,4	107,6	105,4	105,0	103,8	104,8	112,6	92,1	99,8	113,9	113,9
TOTAL GÉNÉRAL - DÉPENSES COURANTES DE SANTÉ	106,7	106,4	105,5	102,9	105,1	102,3	101,6	103,6	104,0	105,7	105,6	106,3	106,5

Source : DREES, Comptes de la santé.

DÉPENSES DE SANTÉ PAR OPÉRATION DE FINANCEMENT • 1990

en millions d'euros

Financements	Prestations de sécurité sociale			État et collectivités locales	Trans-ferts et subvent. de Séc. sociale	Dépenses courantes				Mutuelles	IP - SA* Ménages	TOTAL	
	Base	Financement supplé- mentaire	Dotation globale			Sécurité sociale	État et collect. locales	Mutuelles	Autres				
Dépenses													
Hôpitaux publics et PSPH	553	1	26 571	365				123		362	1 587	29 582	
Hôpitaux privés	7 947			50						314	847	9 158	
Sections médicalisées	488		287									774	
- publiques	316		287									603	
- privées	171											171	
Sous-total : Soins hospitaliers et en sections médicalisées	8 988	1	26 858	415				123		676	2 434	39 494	
- Médecins**	7 048	4	318	108						1 045	1 735	10 257	
- Auxiliaires	3 085	1		18						259	608	3 971	
- Dentistes	2 044			12						591	2 241	4 889	
Laboratoires d'analyses	1 594			15						256	333	2 198	
Etablissements thermaux	193	23		22						48	474	759	
Sous-total : Soins ambulatoires	13 965	28	318	175						2 198	5 391	22 075	
Transports de malades	992	12		2						16	28	1 051	
Total : Prestataires de soins	23 944	41	27 176	592				123		2 890	7 853	62 620	
Officines pharmaceutiques	8 740	31		119						1 766	3 764	14 419	
Autres biens médicaux (optique, prothèses, orthèses, VHP, petits matériels et pansements)	926			24						251	1 742	2 943	
Total : biens médicaux	9 666	31		143						2 016	5 507	17 362	
TOTAL : SOINS ET BIENS MÉDICAUX	33 610	72	27 176	735				123		4 906	13 360	79 982	
Aide aux malades (indemnités, journalières)	5 576											5 576	
Aide indirecte (subventions)				845								845	
TOTAL : DÉPENSES POUR LES MALADES	39 186	72	27 176	735	845			123		4 906	13 360	86 404	
Service de médecine préventive, dépistages ...	144							819	776			1 739	
Missions de santé publique à caractère général								92				277	
TOTAL : PRÉVENTION	144							911	776			2 016	
RECHERCHE MÉDICALE ET PHARMACEUTIQUE			79					1 396	1 581		36	3 056	
FORMATION					2			453	32			523	
GESTION ADMINISTRATIVE DE SANTÉ								214	115			1 407	
DOUBLE-COMPE									-1 502			-1 581	
TOTAL : DÉPENSES COURANTES DE SANTÉ	39 330	72	27 176	735	847			3 096	1 079	4 906	13 396	91 825	

* Institutions de prévoyance et sociétés d'assurances ** Médecine ambulatoire et consultations externes dans les hôpitaux publics.

Source : DREES, Comptes de la santé.

DÉPENSES DE SANTÉ PAR OPÉRATION DE FINANCEMENT • 1991

en millions d'euros

Dépenses	Financements			Prestations de sécurité sociale			État et collec- tivités locales	Trans- ferts et subvent, de Séc. sociale	Dépenses courantes				Mutuelles	IP - SA* Ménages	TOTAL
	Base	Finan- cement supplé- mentaire	Dotation globale	État et collec- tivités locales	Sécurité sociale	Mutuelles			Autres						
Hôpitaux publics et PSPH	638	1	27 910	365			124						378	1 636	31 062
Hôpitaux privés	8 167			50									335	892	9 444
Sections médicalisées	547		330												876
- publiques	348		330												678
- privées	198														198
Sous-total : Soins hospitaliers et en sections médicalisées	9 352	1	28 240	415			124						713	2 527	41 372
- Médecins**	7 527	4	349	106									1 071	1 789	10 846
- Auxiliaires	3 428	1		18									266	617	4 330
- Dentistes	2 106			11									644	2 475	5 237
Laboratoires d'analyses	1 667			14									276	326	2 283
Etablissements thermaux	203	23		20									50	500	797
Sous-total : Soins ambulatoires	14 932	28	349	170									2 307	5 708	23 494
Transports de malades	1 109	13		2									17	30	1 171
Total : Prestataires de soins	25 393	42	28 589	587			124						3 036	8 266	66 037
Officines pharmaceutiques	9 420	43		117									1 814	4 328	15 721
Autres biens médicaux (optique, prothèses, orthèses, VHP, petits matériels et consommables)	1 079			24									314	2 015	3 431
Total : biens médicaux	10 499	43	28 589	141									2 128	6 342	19 152
TOTAL : SOINS ET BIENS MÉDICAUX	35 891	84	28 589	728			124						5 165	14 608	85 189
Aide aux malades (indemnités journalières)	6 084														6 084
Aide indirecte (subventions)				924											924
TOTAL : DÉPENSES POUR LES MALADES	41 976	84	28 589	728			124						5 165	14 608	92 197
Service de médecine préventive, dépistages ...	150											825			1 826
Missions de santé publique à caractère général													235		331
TOTAL : PRÉVENTION	150												235		2 157
RECHERCHE MÉDICALE ET PHARMACEUTIQUE			84												3 265
FORMATION															36
GESTION ADMINISTRATIVE DE SANTÉ															1 477
DOUBLE-COMPTÉ															-1 714
TOTAL : DÉPENSES COURANTES DE SANTÉ	42 126	84	28 589	728			3 226						5 165	14 643	97 944

Source : DREES, Comptes de la santé.

** Institutions de prévoyance et sociétés d'assurances ** Médecine ambulatoire et consultations externes dans les hôpitaux publics.

DÉPENSES DE SANTÉ PAR OPÉRATION DE FINANCEMENT • 1992

en millions d'euros

Financements	Prestations de sécurité sociale			État et collectivités locales	Transferts et subvent. de Sec. sociale	Dépenses courantes				Mutuelles	Sociétés d'assurances	Institution de prévoyance	Ménages	TOTAL	
	Base	Financement supplémentaire	Dotation globale			Sécurité sociale	État et collect. locales	Mutuelles	Autres						
Dépenses															
Hôpitaux publics et PSPH	760	1	29 779	358				134		406	167	73	1 253	32 931	
Hôpitaux privés	8 624			49						377	133	72	746	10 000	
Sections médicalisées	630		374											1 004	
- publiques	396		374											770	
- privées	234													234	
Sous-total : Soins hospitaliers et en sections médicalisées	10 014	1	30 153	406				134		783	300	145	1 999	43 935	
- Médecins*	7 987	4	392	108						1 204	598	279	1 033	11 605	
- Auxiliaires	3 656	1		17						277	146	34	491	4 622	
- Dentistes	2 161			11						731	592	204	1 807	5 505	
Laboratoires d'analyses	1 751			14						287	162	61	104	2 379	
Etablissements thermaux	206	23		20						51	15	13	489	828	
Sous-total : Soins ambulatoires	15 761	29	392	170						2 550	1 513	592	3 933	24 939	
Transports de malades	1 226	13		3						18	11	2	21	1 293	
Total : Prestataires de soins	27 000	42	30 545	579				134		3 351	1 823	738	5 954	70 167	
Officines pharmaceutiques	10 018	52		112						1 898	744	344	3 452	16 620	
Autres biens médicaux (optique, prothèses, orthèses, VHP, petits matériels et consommables)	1 169			21						361	204	120	1 827	3 703	
Total : biens médicaux	11 187	52		134				134		2 259	948	464	5 279	20 323	
TOTAL : SOINS ET BIENS MÉDICAUX	38 187	94	30 545	713						5 610	2 772	1 202	11 233	90 489	
Aide aux malades (indemnités journalières)	6 387													6 387	
Aide indirecte (subventions)				1 184										1 184	
TOTAL : DÉPENSES POUR LES MALADES	44 574	94	30 545	713	1 184			134		5 610	2 772	1 202	11 233	98 060	
Service de médecine préventive, dépistages ...	169							907						1 948	
Missions de santé publique à caractère général								260						361	
TOTAL : PREVENTION	169							1 008						2 309	
RECHERCHE MÉDICALE ET PHARMACEUTIQUE			88					1 616						3 562	
FORMATION					9			484					36	563	
GESTION ADMINISTRATIVE DE SANTÉ								211		1 203	128			1 542	
DOUBLE-COMPTÉ														-1 858	
TOTAL : DÉPENSES COURANTES DE SANTÉ	44 743	94	30 545	713	1 192			3 453	1 203	5 610	2 772	1 202	11 269	104 177	

Source : DREES, Comptes de la santé.

* Médecine ambulatoire et consultations externes dans les hôpitaux publics.

DÉPENSES DE SANTÉ PAR OPÉRATION DE FINANCEMENT • 1993

en millions d'euros

Financements	Prestations de sécurité sociale			État et collectivités locales	Transferts et subvent. de Séc. sociale	Dépenses courantes				Mutuelles	Sociétés d'assurances	Institution de prévoyance	Ménages	TOTAL	
	Base	Financement supplé- mentaire	Dotation globale			Sécurité sociale	État et collect. locales	Mutuelles	Autres						
Dépenses															
Hôpitaux publics et PSPH	694	1	31 730	342				145		431	189	98	1 269	34 900	
Hôpitaux privés	8 963			47						431	146	92	663	10 342	
Sections médicalisées	719		415											1 135	
- publiques	447		415											863	
- privées	272													272	
Sous-total : Soins hospitaliers et en sections médicalisées	10 377	1	32 146	389				145		862	335	190	1 933	46 377	
- Médecins*	8 353	3	404	113						1 310	642	281	1 113	12 219	
- Auxiliaires	3 873	1		20						277	154	36	514	4 874	
- Dentistes	2 152			12						813	630	226	1 842	5 675	
Laboratoires d'analyses	1 772			15						288	171	56	167	2 468	
Etablissements thermaux	211	23		20						54	18	11	510	847	
Sous-total : Soins ambulatoires	16 361	27	404	179						2 742	1 615	610	4 146	26 084	
Transports de malades	1 268	13		2						22	12	2	14	1 333	
Total : Prestataires de soins	28 005	40	32 550	570				145		3 627	1 962	801	6 093	73 794	
Officines pharmaceutiques	10 794	59		120						2 031	806	346	3 780	17 936	
Autres biens médicaux (optique, prothèses, orthèses, VHP, petits matériels et consommables)	1 291			23						419	227	129	1 902	3 991	
Total : biens médicaux	12 085	59		143						2 450	1 034	475	5 683	21 927	
TOTAL : SOINS ET BIENS MÉDICAUX	40 090	99	32 550	713				145		6 077	2 996	1 276	11 775	95 721	
Aide aux malades (indemnités journalières)	6 404													6 404	
Aide indirecte (subventions)				1 340										1 340	
TOTAL : DÉPENSES POUR LES MALADES	46 494	99	32 550	713	1 340			145		6 077	2 996	1 276	11 775	103 465	
Service de médecine préventive, dépistages ...	166							964						2 039	
Missions de santé publique à caractère général								129						414	
TOTAL : PRÉVENTION	166							285						2 452	
RECHERCHE MÉDICALE ET PHARMACEUTIQUE								1 648						3 904	
FORMATION								503					37	585	
GESTION ADMINISTRATIVE DE SANTÉ								227		1 284				1 646	
DOUBLE-COMPTÉ														-2 163	
TOTAL : DÉPENSES COURANTES DE SANTÉ	46 659	99	32 550	713	1 348			285		6 077	2 996	1 276	11 812	109 888	

Source : DREES, Comptes de la santé.

* Médecine ambulatoire et consultations externes dans les hôpitaux publics.

DÉPENSES DE SANTÉ PAR OPÉRATION DE FINANCEMENT • 1994

en millions d'euros

Dépenses	Financements		Prestations de sécurité sociale		État et collectivités locales	Transferts et subvent. de Sec. sociale	Dépenses courantes				Mutuelles	Sociétés d'assurances	Institution de prévoyance	Ménages	TOTAL	
	Prévention		Financement supplémentaire	Dotation globale			État et collectivités locales	Sécurité sociale	État et collect. locales	Mutuelles						Autres
	Base	Financement supplémentaire														
Hôpitaux publics et PSPH	680	1	33 075	360			148			463	206	110	1 360	36 394		
Hôpitaux privés	9 104		457	48						488	160	104	630	10 534		
Sections médicalisées	820		457											1 277		
- publiques	501		457											958		
- privées	319													319		
Sous-total : Soins hospitaliers et en sections médicalisées	10 604	1	33 532	397			148			951	366	214	1 991	48 204		
- Médecins*	8 249	3	406	158						1 504	728	320	1 054	12 422		
- Auxiliaires	3 953	1		35						329	162	41	497	5 017		
- Dentistes	2 101			22						891	626	258	1 854	5 753		
Laboratoires d'analyses	1 587			22						308	163	64	118	2 262		
Etablissements thermaux	204	21		20						64	18	12	489	826		
Sous-total : Soins ambulatoires	16 092	25	406	256						3 096	1 697	695	4 013	26 279		
Transports de malades	1 328	11		2						22	15	2	16	1 397		
Total : Prestataires de soins	28 024	37	33 939	656			148			4 069	2 079	911	6 019	75 881		
Officines pharmaceutiques	10 688	66		178						2 224	919	392	3 852	18 329		
Autres biens médicaux (optique, prothèses, orthèses, VHP, petits matériels et pansements)	1 413			23						477	248	148	1 970	4 279		
Total : biens médicaux	12 111	66		202						2 700	1 168	540	5 822	22 608		
TOTAL : SOINS ET BIENS MÉDICAUX	40 135	103	33 939	857			148			6 769	3 247	1 451	11 841	98 489		
Aide aux malades (indemnités journalières)	6 341													6 341		
Aide indirecte (subventions)						1 433								1 433		
TOTAL : DÉPENSES POUR LES MALADES	46 476	103	33 939	857		1 433	148			6 769	3 247	1 451	11 841	106 262		
Services de médecine préventive, dépistages ...	172						1 036		947					2 155		
Missions de santé publique à caractère général							294							452		
TOTAL : PRÉVENTION	172						294		947					2 607		
RECHERCHE MÉDICALE ET PHARMACEUTIQUE			98				1 702		2 327					4 126		
FORMATION						9	518		36				38	601		
GESTION ADMINISTRATIVE DE SANTÉ							255		139					1 785		
DOUBLE-COMPTÉ			-98						-2 230					-2 327		
TOTAL : DÉPENSES COURANTES DE SANTÉ	46 648	103	33 939	857		1 442	3 817		1 219	6 769	3 247	1 451	11 878	113 085		

Source : DREES, Comptes de la santé.

* Médecine ambulatoire et consultations externes dans les hôpitaux publics.

DÉPENSES DE SANTÉ PAR OPÉRATION DE FINANCEMENT • 1995

en millions d'euros

Dépenses	Financements		Prestations de sécurité sociale		État et collectivités locales	Transferts et subvent. de Séc. sociale	Dépenses courantes				Mutuelles	Sociétés d'assurances	Institution de prévoyance	Ménages	TOTAL
	Base	Financement supplé- mentaire	Dotation globale	État et collect. locales			Sécurité sociale	État et collect. locales	Mutuelles	Autres					
Hôpitaux publics et PSPH	677	1	34 821	348			146			548	199	89	1 495	38 424	
Hôpitaux privés	9 427		497	48						517	155	105	629	10 881	
Sections médicalisées	887		497											1 384	
- publiques	544		497											1 041	
- privées	343													343	
Sous-total : Soins hospitaliers et en sections médicalisées	10 991	1	35 417	396			146			1 065	354	194	2 124	50 689	
- Médecins*	8 852	3	437	191						1 481	709	395	1 171	13 240	
- Auxiliaires	4 175	1		45						333	159	35	566	5 314	
- Dentistes	2 144			29						967	596	293	1 809	5 838	
Laboratoires d'analyses	1 670			28						314	157	63	128	2 359	
Etablissements thermaux	202	19		20						63	17	13	481	814	
Sous-total : Soins ambulatoires	17 043	23	437	313						3 158	1 638	799	4 154	27 564	
Transports de malades	1 380	11		2						23	14	2	20	1 452	
Total : Prestataires de soins	29 415	34	35 854	711			146			4 245	2 006	996	6 298	79 705	
Officines pharmaceutiques	11 529	69		217						2 352	962	417	3 888	19 404	
Autres biens médicaux (optiques, prothèses, orthèses, VHP, petits matériels et pensements)	1 482			26						515	244	191	1 955	4 413	
Total : biens médicaux	13 012	69		243						2 868	1 206	608	5 813	23 817	
TOTAL : SOINS ET BIENS MÉDICAUX	42 426	103	35 854	954			146			7 113	3 212	1 603	12 111	103 522	
Aide aux malades (indemnités journalières)	6 651													6 651	
Aide indirecte (subventions)						1 471								1 471	
TOTAL : DÉPENSES POUR LES MALADES	49 077	103	35 854	954		1 471	146			7 113	3 212	1 603	12 111	111 644	
Service de médecine préventive, dépistages ...	181						1 086							2 239	
Missions de santé publique à caractère général							300							481	
TOTAL : PRÉVENTION	181		103				300			972				2 720	
RECHERCHE MÉDICALE ET PHARMACEUTIQUE							1 802			2 452				4 358	
FORMATION							9			38			38	614	
GESTION ADMINISTRATIVE DE SANTÉ							285			1 474				1 904	
DOUBLE-COMpte			-103							-2 350				-2 454	
TOTAL : DÉPENSES COURANTES DE SANTÉ	49 258	103	35 854	954		1 471	4 029			1 474	3 212	1 603	12 149	118 786	

Source : DREES, Comptes de la santé.

* Médecine ambulatoire et consultations externes dans les hôpitaux publics.

DÉPENSES DE SANTÉ PAR OPÉRATION DE FINANCEMENT • 1996

en millions d'euros

Financements	Prestations de sécurité sociale			État et collectivités locales	Transferts et subvent. de Séc. sociale	Dépenses courantes				Mutuelles	Sociétés d'assurances	Institution de prévoyance	Ménages	TOTAL	
	Base	Financement supplémentaire	Dotation globale			Sécurité sociale	État et collect. locales	Mutuelles	Autres						
Dépenses															
Hôpitaux publics et PSPH	711	1	35 638	352			151			520	220	104	1 820	39 518	
Hôpitaux privés	9 606		516	48						612	174	121	608	11 169	
Sections médicalisées	952		516											1 467	
- publiques	573		516											1 089	
- privées	378													378	
Sous-total : Soins hospitaliers et en sections médicalisées	11 268	1	36 154	401			151			1 132	394	225	2 428	52 154	
- Médecins*	8 948	5	471	196						1 560	744	434	1 097	13 444	
- Auxiliaires	4 338	1		49						345	174	41	538	5 486	
- Dentistes	2 202			31						1 021	622	326	1 830	6 032	
Laboratoires d'analyses	1 676			29						322	162	68	82	2 339	
Etablissements thermaux	202	17		18						66	20	12	467	802	
Sous-total : Soins ambulatoires	17 366	23	471	324						3 304	1 720	882	4 013	28 103	
Transports de malades	1 370	9		2						23	15	2	18	1 440	
Total : Prestataires de soins	30 004	33	36 625	727			151			4 460	2 130	1 109	6 459	81 697	
Officines pharmaceutiques	11 721	77		237						2 477	991	449	3 752	19 704	
Autres biens médicaux (optique, prothèses, orthèses, VHP, petits matériels et pensements)	1 616			23						579	268	219	1 923	4 629	
Total : biens médicaux	13 337	77		260						3 056	1 259	668	5 675	24 333	
TOTAL : SOINS ET BIENS MÉDICAUX	43 342	110	36 625	987			151			7 516	3 389	1 777	12 134	106 030	
Aide aux malades (indemnités journalières)	6 694													6 694	
Aide indirecte (subventions)				1 421										1 421	
TOTAL : DÉPENSES POUR LES MALADES	50 036	110	36 625	987	1 421		151			7 516	3 389	1 777	12 134	114 145	
Service de médecine préventive, dépistages ...	185						1 137		1 009					2 331	
Missions de santé publique à caractère général							304	200						504	
TOTAL : PRÉVENTION	185						304	1 337	1 009					2 835	
RECHERCHE MÉDICALE ET PHARMACEUTIQUE			98					1 853	2 562					4 533	
FORMATION							9	535	38				38	620	
GESTION ADMINISTRATIVE DE SANTÉ								292	1 564					2 003	
DOUBLE-COMPTÉ			-98						-2 478					-2 576	
TOTAL : DÉPENSES COURANTES DE SANTÉ	50 221	110	36 625	987	1 421	313	4 167	1 564	1 298	7 516	3 389	1 777	12 173	121 561	

Source : DREES, Comptes de la santé.

* Médecine ambulatoire et consultations externes dans les hôpitaux publics.

DÉPENSES DE SANTÉ PAR OPÉRATION DE FINANCEMENT • 1997

Dépenses	Financements			Prestations de sécurité sociale			État et collectivités locales	Transferts et subvent. de Séc. sociale	Dépenses courantes				Mutuelles	Sociétés d'assurances	Institution de prévoyance	Ménages	TOTAL		
	Base	Financement supplémentaire	Dotation globale	État et collectivités locales	Sécurité sociale	Mutuelles			Autres	État et collect. locales	Sociétés d'assurances	Institution de prévoyance						Ménages	TOTAL
Hôpitaux publics et PSPH	651	1	36 007	368			162						524	207	117	1 719	39 755		
Hôpitaux privés	9 828			50									622	168	136	595	11 399		
Sections médicalisées	995		539														1 533		
- publiques	587		539														1 126		
- privées	407																407		
Sous-total : Soins hospitaliers et en sections médicalisées	11 474	1	36 545	418			162						1 146	374	253	2 314	52 688		
- Médecins*	9 088	5	512	201									1 594	713	483	1 152	13 748		
- Auxiliaires	4 303			54									336	151	45	555	5 444		
- Dentistes	2 243			34									1 066	567	381	1 852	6 144		
Laboratoires d'analyses	1 738			31									326	155	76	56	2 383		
Etablissements thermaux	213	15		16									69	18	15	467	813		
Sous-total : Soins ambulatoires	17 586	20	512	336									3 391	1 605	999	4 082	28 531		
Transports de malades	1 375	9		2									23	14	2	24	1 450		
Total : Prestataires de soins	30 435	30	37 057	756			162						4 561	1 993	1 255	6 420	82 669		
Officines pharmaceutiques	12 230	90		261									2 481	957	510	3 828	20 357		
Autres biens médicaux (optique, prothèses, orthèses, VHP, petits matériels et consommables)	1 739			23									626	258	256	1 848	4 749		
Total : biens médicaux	13 969	90		283									3 107	1 215	767	5 675	25 106		
TOTAL : SOINS ET BIENS MÉDICAUX	44 404	120	37 057	1 039			162						7 667	3 208	2 022	12 096	107 775		
Aide aux malades (indemnités journalières)	6 649																6 649		
Aide indirecte (subventions)				1 487													1 487		
TOTAL : DÉPENSES POUR LES MALADES	51 053	120	37 057	1 039	1 487		162						7 667	3 208	2 022	12 096	115 910		
Service de médecine préventive, dépistages ...	194																194		
Missions de santé publique à caractère général																			
TOTAL : PRÉVENTION	194																		
RECHERCHE MÉDICALE ET PHARMACEUTIQUE																			
FORMATION																			
GESTION ADMINISTRATIVE DE SANTÉ																			
DOUBLE-COMPTÉ																			
TOTAL : DÉPENSES COURANTES DE SANTÉ	51 248	120	37 057	1 039	1 487		328	4 250	1 631	1 631	1 346	1 346	7 667	3 208	2 022	12 133	123 535		

Source : DREES, Comptes de la santé.

* Médecine ambulatoire et consultations externes dans les hôpitaux publics.

DÉPENSES DE SANTÉ PAR OPÉRATION DE FINANCEMENT • 1998

en millions d'euros

Dépenses	Financements			État et collectivités locales	Transferts et subvent. de Séc. sociale	Dépenses courantes				Mutuelles	Sociétés d'assurances	Institution de prévoyance	Ménages	TOTAL
	Base	Financement supplémentaire	Dotation globale			Sécurité sociale	État et collect. locales	Mutuelles	Autres					
Hôpitaux publics et PSPH	736	1	37 464	377			166			530	214	156	1 657	41 301
Hôpitaux privés	8 963			51						639	172	172	716	10 714
Sections médicalisées	1 083		539											1 622
- publiques	629		539											1 168
- privées	454													454
Sous-total : Soins hospitaliers et en sections médicalisées	10 782	1	38 003	429			166			1 169	387	328	2 373	53 637
- Médecins*	9 537	6	545	206						1 707	712	483	1 055	14 252
- Auxiliaires	4 500	1		55						348	158	39	594	5 694
- Dentistes	2 208			35						1 147	541	445	1 919	6 294
Laboratoires d'analyses	1 833			32						339	168	74	61	2 507
Etablissements thermaux	206	13		12						69	14	23	500	836
Sous-total : Soins ambulatoires	18 284	20	545	340						3 610	1 592	1 064	4 128	29 584
Transports de malades	1 495	8		2						26	14	3	34	1 581
Total : Prestataires de soins	30 561	28	38 548	771			166			4 805	1 993	1 395	6 535	84 802
Offices pharmaceutiques	12 967	103		267						2 598	974	533	4 137	21 579
Autres biens médicaux (optique, prothèses, orthèses, VHP, petits matériels et consommables)	1 999			22						712	285	265	1 861	5 145
Total : biens médicaux	14 965	103		289						3 311	1 259	798	5 999	26 724
TOTAL : SOINS ET BIENS MÉDICAUX	45 527	132	38 548	1 060			166			8 116	3 252	2 193	12 534	111 526
Aide aux malades (indemnités journalières)	7 065													7 065
Aide indirecte (subventions)					1 549									1 549
TOTAL : DÉPENSES POUR LES MALADES	52 592	132	38 548	1 060	1 549		166			8 116	3 252	2 193	12 534	120 141
Service de médecine préventive, dépistages ...	193						1 208							2 496
Missions de santé publique à caractère général							244							564
TOTAL : PREVENTION	193						320							3 060
RECHERCHE MÉDICALE ET PHARMACEUTIQUE			107				1 800							4 669
FORMATION							10						38	686
GESTION ADMINISTRATIVE DE SANTÉ							5							2 188
DOUBLE-COMPTÉ			-107											-2 800
TOTAL : DÉPENSES COURANTES DE SANTÉ	52 785	132	38 548	1 060	1 549		4 328			8 116	3 252	2 193	12 572	127 944

Source : DREES, Comptes de la santé.

* Médecine ambulatoire et consultations externes dans les hôpitaux publics.

DÉPENSES DE SANTÉ PAR OPÉRATION DE FINANCEMENT • 1999

Financements	Prestations de sécurité sociale			État et collectivités locales	Transferts et subvent. de Sec. sociale	Dépenses courantes				Mutuelles	Sociétés d'assurances	Institution de prévoyance	Ménages	TOTAL	
	Base	Financement supplémentaire	Dotation globale			Sécurité sociale	Mutuelles	Autres	État et collect. locales						
									État et collect. locales						Autres
Dépenses															
Hôpitaux publics et PSPH	638	1	38 335	387			167					190	1 701	42 187	
Hôpitaux privés	8 787			53								178	563	10 422	
Sections médicalisées	1 147		570											1 717	
- publiques	655		570											1 225	
- privées	491													491	
Sous-total : Soins hospitaliers et en sections médicalisées	10 572	1	38 905	440			167					368	2 264	54 326	
- Médecins*	9 906	5	557	209								487	1 151	14 785	
- Auxiliaires	4 782			36								42	703	6 073	
- Dentistes	2 219			57								468	1 887	6 337	
Laboratoires d'analyses	1 931			33								80	76	2 627	
Etablissements thermaux	208	11		12								24	528	874	
Sous-total : Soins ambulatoires	19 045	16	557	346								1 101	4 345	30 697	
Transports de malades	1 615	7		2								3	43	1 712	
Total : Prestataires de soins	31 232	23	39 461	788			167					1 472	6 653	86 734	
Offices pharmaceutiques	14 026	105		269								599	4 366	23 036	
Autres biens médicaux (optique, prothèses, orthèses, VHP, petits matériels et consommables)	2 455			22								296	1 948	5 808	
Total : biens médicaux	16 481	105	291	291								895	6 315	28 843	
TOTAL : SOINS ET BIENS MÉDICAUX	47 713	128	39 461	1 079			167					2 367	12 968	115 577	
Aide aux malades (indemnités journalières)	7 487													7 487	
Aide indirecte (subventions)					1 623									1 623	
TOTAL : DÉPENSES POUR LES MALADES	55 200	128	39 461	1 079	1 623		167					2 367	12 968	124 687	
Service de médecine préventive, dépistages ...	184						1 262			1 144				2 591	
Missions de santé publique à caractère général							333			315				648	
TOTAL : PRÉVENTION	184						333			1 144				3 239	
RECHERCHE MÉDICALE ET PHARMACEUTIQUE															
FORMATION			151												
GESTION ADMINISTRATIVE DE SANTÉ															
DOUBLE-COMPTÉ															
TOTAL : DÉPENSES COURANTES DE SANTÉ	55 384	128	39 461	1 079	1 623		4 758			1 795		2 367	13 006	133 101	

Source : DREES, Comptes de la santé.

* Médecine ambulatoire et consultations externes dans les hôpitaux publics.

DÉPENSES DE SANTÉ PAR OPÉRATION DE FINANCEMENT • 2000

Financements	Prestations de sécurité sociale			État et collectivités locales	Transferts et subvent. de Sec. sociale	Dépenses courantes			Mutuelles	Sociétés d'assurances	Institution de prévoyance	Ménages	TOTAL	
	Base	Financement supplémentaire	Dotation globale			État et collectivités locales	Sécurité sociale	Mutuelles						Autres
Dépenses														
Hôpitaux publics et PSPH	636		39 649	385			168		569	215	240	1 648	43 510	
Hôpitaux privés	8 863			53					685	174	220	556	10 551	
Sections médicalisées	1 244		612										1 855	
- publiques	695		612										1 306	
- privées	549												549	
Sous-total : Soins hospitaliers et en sections médicalisées	10 742		40 261	438			168		1 254	390	460	2 204	55 917	
- Médecins*	10 290	4	583	231					1 773	662	492	1 330	15 364	
- Auxiliaires	5 105			46					384	151	61	736	6 483	
- Dentistes	2 245			66					1 206	493	503	2 065	6 577	
Laboratoires d'analyses	2 065			40					371	175	96	71	2 819	
Etablissements thermaux	201	13		11					98	14	24	493	854	
Sous-total : Soins ambulatoires	19 905	17	583	394					3 832	1 495	1 176	4 695	32 096	
Transports de malades	1 754	8		10					38	13	6	34	1 862	
Total : Prestataires de soins	32 402	26	40 843	841			168		5 124	1 898	1 641	6 933	89 875	
Officines pharmaceutiques	15 520	138		349					2 829	969	733	4 675	25 212	
Autres biens médicaux (optique, prothèses, orthèses, VHP, petits matériels et pensements)	2 775			43					862	284	358	2 281	6 803	
Total : biens médicaux	18 295	138		392					3 690	1 253	1 091	6 956	31 815	
TOTAL : SOINS ET BIENS MÉDICAUX	50 697	164	40 843	1 233			168		8 814	3 151	2 732	13 888	121 691	
Aide aux malades (indemnités journalières)	8 162												8 162	
Aide indirecte (subventions)					1 620								1 620	
TOTAL : DÉPENSES POUR LES MALADES	58 859	164	40 843	1 233	1 620		168		8 814	3 151	2 732	13 888	131 473	
Service de médecine préventive, dépistages ...	201						1 318	1 198					2 717	
Missions de santé publique à caractère général							339	326					665	
TOTAL : PRÉVENTION	201						339	1 644					3 382	
RECHERCHE MÉDICALE ET PHARMACEUTIQUE							0	2 424					5 446	
FORMATION							10	626				39	717	
GESTION ADMINISTRATIVE DE SANTÉ							7	344	2 025				2 561	
DOUBLE-COMPTÉ													-2 903	
TOTAL : DÉPENSES COURANTES DE SANTÉ	59 060	164	40 843	1 233	1 620		355	5 206	2 025	1 545	2 732	13 927	140 676	

en millions d'euros

Source : DREES, Comptes de la santé.

* Médecine ambulatoire et consultations externes dans les hôpitaux publics.

DÉPENSES DE SANTÉ PAR OPÉRATION DE FINANCEMENT • 2001

en millions d'euros

Dépenses	Financements			Prestations de sécurité sociale			État et collectivités locales	Transferts et subvent. de Séc. sociale	Dépenses courantes				Mutuelles	Sociétés d'assurances	Institution de prévoyance	Ménages	TOTAL
	Base	Financement supplé- mentaire	Dotation globale	État et collectivités locales	Sécurité sociale	Mutuelles			Autres								
Hôpitaux publics et PSPH	618		41 341	483			168						249	232	1 642	45 298	
Hôpitaux privés	9 071			66									197	214	592	10 821	
Sections médicalisées	1 344		628													1 972	
- publiques	731		628													1 359	
- privées	613															613	
Sous-total : Soins hospitaliers et en sections médicalisées	11 034		41 969	549			168						446	446	2 234	58 091	
- Médecins*	10 634	4	594	235									660	640	1 320	15 835	
- Auxiliaires	5 454			42									152	58	734	6 847	
- Dentistes	2 504			143									549	617	2 060	7 154	
Laboratoires d'analyses	2 208			42									183	99	84	3 009	
Etablissements thermaux	206	13		10									13	32	509	884	
Sous-total : Soins ambulatoires	21 007	18	594	472									1 558	1 446	4 707	33 729	
Transports de malades	1 905	9		11									39	5	43	2 026	
Total : Prestataires de soins	33 946	27	42 563	1 032			168						5 212	2 017	1 897	93 846	
Officines pharmaceutiques	16 981	165		373									964	718	5 035	27 198	
Autres biens médicaux (optique, prothèses, orthèses, VHP, petits matériels et pansements)	3 128			60									310	472	2 488	7 378	
Total : biens médicaux	20 108	165		433									1 274	1 190	7 532	34 576	
TOTAL : SOINS ET BIENS MÉDICAUX	54 054	192	42 563	1 465			168						9 085	3 291	14 516	128 422	
Aide aux malades (indemnités journalières)	8 763															8 763	
Aide indirecte (subventions)								1 673								1 673	
TOTAL : DÉPENSES POUR LES MALADES	62 817	192	42 563	1 465			168	1 673					9 085	3 291	14 516	138 858	
Service de médecine préventive, dépistages ...	198								1 368			1 246				2 812	
Missions de santé publique à caractère général									339	352						692	
TOTAL : PRÉVENTION	198						339	1 721	1 246			3 015				3 504	
RECHERCHE MÉDICALE ET PHARMACEUTIQUE																5 586	
FORMATION																734	
GESTION ADMINISTRATIVE DE SANTÉ																2 702	
DOUBLE-COMpte																-2 897	
TOTAL : DÉPENSES COURANTES DE SANTÉ	63 015	192	42 563	1 465			5 460	1 673	357	2 141	1 604	9 085	3 291	3 087	14 555	148 488	

Source : DREES, Comptes de la santé.

* Médecine ambulatoire et consultations externes dans les hôpitaux publics.

DÉPENSES DE SANTÉ PAR OPÉRATION DE FINANCEMENT • 2002

en millions d'euros

Dépenses	Financements		Prestations de sécurité sociale			État et collectivités locales	Transferts et subvent. de Séc. sociale	Dépenses courantes				Mutuelles	Sociétés d'assurances	Institution de prévoyance	Ménages	TOTAL			
	Base	Financement supplémentaire	Dotation globale	État et collectivités locales	Sécurité sociale			État et collect. locales	Mutuelles	Autres	Sociétés d'assurances						Institution de prévoyance	Ménages	TOTAL
Hôpitaux publics et PSPH	339		43 662	533		168						570	302	296	1 699	47 570			
Hôpitaux privés	9 637			63								692	234	267	573	11 466			
Sections médicalisées	1 570		722													2 292			
- publiques	859		722													1 581			
- privées	710															710			
Sous-total : Soins hospitaliers et en sections médicalisées	11 545		44 384	596		168						1 262	536	563	2 272	61 327			
- Médecins*	11 268	6	619	238								1 760	712	630	1 663	16 895			
- Auxiliaires	5 978			38								439	164	66	785	7 471			
- Dentistes	2 573			136								1 390	645	689	2 090	7 523			
Laboratoires d'analyses	2 433			42								425	181	112	119	3 312			
Etablissements thermaux	211	22		7								107	12	29	512	900			
Sous-total : Soins ambulatoires	22 463	29	619	461								4 122	1 713	1 526	5 168	36 101			
Transports de malades	2 081	10		11								41	11	5	53	2 213			
Total : Prestataires de soins	36 090	39	45 003	1 068		168						5 425	2 261	2 094	7 493	99 640			
Officines pharmaceutiques	18 096	200		343								3 174	986	738	4 990	28 528			
Autres biens médicaux (optique, prothèses, orthèses, VHP, petits matériels et pansements)	3 533			56								987	376	542	2 547	8 041			
Total : biens médicaux	21 629	200		399								4 161	1 362	1 281	7 538	36 569			
TOTAL : SOINS ET BIENS MÉDICAUX	57 719	239	45 003	1 467		168						9 586	3 623	3 374	15 030	136 209			
Aide aux malades (indemnités journalières)	9 624															9 624			
Aide indirecte (subventions)							1 801									1 801			
TOTAL : DÉPENSES POUR LES MALADES	67 343	239	45 003	1 467		168	1 801					9 586	3 623	3 374	15 030	147 634			
Service de médecine préventive, dépistages ...	202											1 336				3 004			
Missions de santé publique à caractère général												340	346	0		686			
TOTAL : PRÉVENTION	202											340	1 336	3 428		3 690			
RECHERCHE MÉDICALE ET PHARMACEUTIQUE																6 215			
FORMATION															41	769			
GESTION ADMINISTRATIVE DE SANTÉ																2 816			
DOUBLE-COMPTÉ																-3 299			
TOTAL : DÉPENSES COURANTES DE SANTÉ	67 544	239	45 003	1 467		358	5 812	2 231	1 715	9 586	3 623	3 374	15 071	15 071	157 825				

Source : DREES, Comptes de la santé.

* Médecine ambulatoire et consultations externes dans les hôpitaux publics.

DÉPENSES DE SANTÉ PAR OPÉRATION DE FINANCEMENT • 2003

Dépenses	Financements			Prestations de sécurité sociale			État et collectivités locales	Trans-ferts et subvent. de Séc. sociale	Dépenses courantes			Mutuelles	Sociétés d'assurances	Institution de prévoyance	Ménages	TOTAL
	Base	Financement supplé- mentaire	Dotation globale	État et collectivités locales	Sécurité sociale	Mutuelles			Autres							
										État et collectivités locales	Sécurité sociale					
Hôpitaux publics et PSPH	367		46 165	572	168								324	302	1 739	50 233
Hôpitaux privés	10 301		811	67									250	273	612	12 205
Sections médicalisées	1 795		811													2 606
- publiques	909		811													1 720
- privées	886															886
Sous-total : Soins hospitaliers et en sections médicalisées	12 464		46 976	639	168								574	574	2 351	65 045
- Médecins*	12 073	4	649	247									1 770	673	1 830	18 062
- Auxiliaires	6 526			37									475	65	814	8 101
- Dentistes	2 764			143									1 487	744	2 247	8 076
Laboratoires d'analyses	2 657			46									460	199	128	3 609
Etablissements thermaux	214	21		6									113	29	525	920
Sous-total : Soins ambulatoires	24 233	26	649	480									4 305	1 579	5 544	38 769
Transports de malades	2 250	9		11									43	6	58	2 391
Total : Prestataires de soins	38 946	35	47 625	1 129	168								5 647	2 541	7 954	106 205
Officines pharmaceutiques	19 314	229		338									3 401	798	5 284	30 378
Autres biens médicaux (optique, prothèses, orthèses, VHP, petits matériels et pansements)	3 888			59									1 067	612	2 557	8 645
Total : biens médicaux	23 202	229		397									4 468	1 475	1 411	39 023
TOTAL : SOINS ET BIENS MÉDICAUX	62 149	265	47 625	1 526	168								10 115	4 016	3 570	145 227
Aide aux malades (indemnités journalières)	10 492							1 921								10 492
Aide indirecte (subventions)																1 921
TOTAL : DÉPENSES POUR LES MALADES	72 641	265	47 625	1 526	1 68								10 115	4 016	3 570	157 640
Service de médecine préventive, dépistages ...	218															3 113
Missions de santé publique à caractère général																766
TOTAL : PRÉVENTION	218				1 885											3 879
RECHERCHE MÉDICALE ET PHARMACEUTIQUE					0											6 611
FORMATION					10										41	776
GESTION ADMINISTRATIVE DE SANTÉ					8										2 325	2 934
DOUBLE-COMPTÉ															-3 758	-3 758
TOTAL : DÉPENSES COURANTES DE SANTÉ	72 858	265	47 625	1 526	5 855								10 115	4 016	3 570	168 084

Source : DREES, Comptes de la santé.

* Médecine ambulatoire et consultations externes dans les hôpitaux publics.